

## Trois thèmes liés au commerce extérieur

(1) Evolution du franc suisse et ses conséquences	L'évolution du cours de franc suisse a donné lieu durant les derniers mois à passablement de discussions et d'articles dans la presse. Nous tâchons de faire le point sur les causes possibles et les conséquences de son évolution récente.
(2) Principaux déterminants de l'évolution du commerce extérieur	Le commerce extérieur de la Suisse traverse depuis quelques années une période très prospère. A l'aide d'une décomposition en termes de contributions de la demande étrangère, de la compétitivité-prix et de facteurs résiduels (structure sectorielle des exportations, nouveaux partenaires commerciaux et autres arguments de compétitivité hors prix), nous interprétons l'évolution récente des exportations. Nous présentons également les contributions des diverses rubriques et des régions au dynamisme des exportations et des importations de biens manufacturés.
(3) Relations commerciales avec les 12 nouveaux Etats membres de l'UE.	Durant les mois qui ont précédé la votation du 26 novembre 2006 (aide financière de la Suisse aux nouveaux pays membres de l'Union européenne), la situation économique des nouveaux Etats membres a été évoquée à plusieurs reprises. Nous présentons, dans l'optique du commerce extérieur de marchandises, l'importance des nouveaux pays membres de l'UE pour la Suisse et pour quelques pays voisins (Allemagne, France, Italie et Autriche). Nous mettons également en évidence différentes particularités de la structure par produits et par régions géographiques du commerce extérieur cumulé des 10 (ou des 12) nouveaux Etats membres. Bien que la Suisse soit relativement moins fortement positionnée sur ces nouveaux marchés que l'Allemagne et l'Autriche par exemple, elle y réalise un excédent commercial important. Nous concluons également sur l'impact de la dynamique économique des nouveaux Etats membres, non seulement sur les relations bilatérales, mais aussi sur l'ensemble du commerce européen, dont la Suisse tire aussi grandement parti.

## Evolution du franc suisse et ses conséquences

### Introduction

**Cours de change nominaux :** baisse continue du franc suisse face à l'euro depuis le second semestre 2006

..., mais une évolution différenciée par rapport aux autres monnaies.

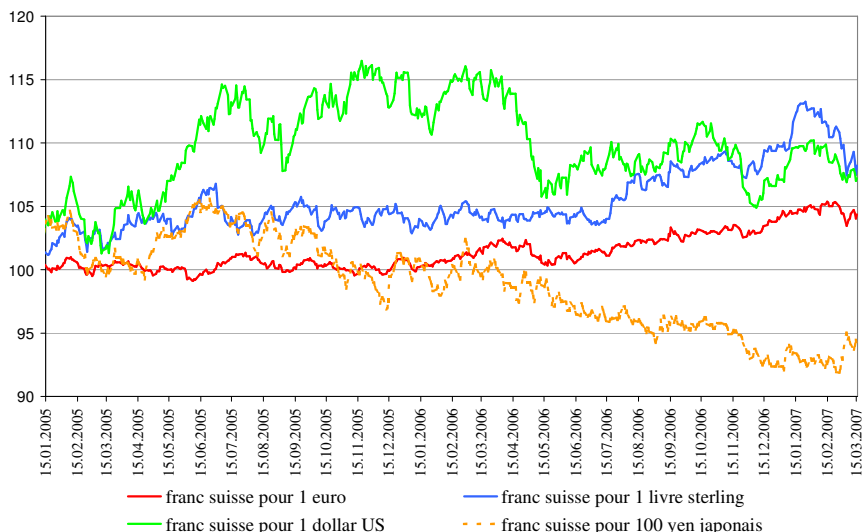
La relative faiblesse du franc suisse par rapport à l'euro a de nouveau suscité l'intérêt au cours des derniers mois, bien que durant la première partie du mois de mars 2007 une légère correction ait eu lieu, suite à la légère correction des marchés boursiers. Bien que le futur puisse réserver encore des surprises, nous essayons de faire le point sur l'évolution du cours du franc suisse des derniers mois.

Fin janvier 2007, avec un taux de change CHF/EUR de 1,62, l'euro a atteint son plus haut niveau par rapport au franc depuis son introduction début 1999 (à l'époque, au cours initial de 1,61 CHF/EUR). Comme le montre le graphique 28 illustrant l'évolution des taux de change bilatéraux (indexés) du franc par rapport à quelques unes des principales monnaies étrangères, la valeur de l'euro face au franc (+5% entre juillet 2005 et janvier 2007, le cours CHF/EUR passant de 1,55 à 1,62) a connu une progression relativement continue depuis le second semestre 2006, après avoir subi des fluctuations alternant des hauts et des bas, mais restant très modérées de début 2005 à mi-2006.

Comme l'indique également le graphique 28, le franc a aussi nettement perdu de sa valeur par rapport à la livre britannique pendant ces six derniers mois et il en est allé de même face à plusieurs monnaies d'Europe du Nord (couronne danoise et couronne suédoise). Il s'est en revanche mieux maintenu par rapport au dollar US pendant la seconde moitié de 2006, même si ce dernier a récemment repris de la valeur, avec un cours CHF/USD passant de 1,20 à 1,25 en janvier 2007. Il en va tout autrement de son évolution par rapport à la monnaie japonaise, le yen n'ayant pas cessé de reculer face au franc.

### graphique 28 : Suisse, cours de change nominal du franc par rapport aux principales monnaies étrangères

cours de change bilatéraux (indexés), 3 janvier 2005=100



source: BNS

**Cours de change réels :** la faiblesse du franc face à l'euro est encore plus marquée

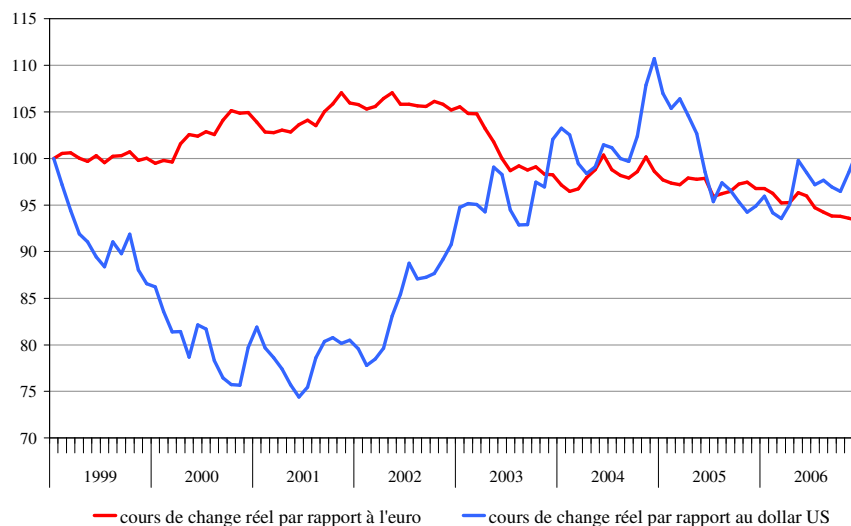
En observant les cours de change réels (autrement dit, les cours de change nominaux corrigés des différences entre les taux d'inflation), on note que le repli du franc face à l'euro (ainsi que face aux autres monnaies européennes susmentionnées) est encore plus marqué. Cela s'explique par le fait que l'inflation étant restée très modérée en Suisse, le renchérissement des prix à la consommation y a été inférieur d'un bon point de pourcentage à celui recensé dans la zone euro, et ce aussi bien pendant l'année 2006 qu'en moyenne durant les dix dernières années. En données corrigées des effets de l'inflation, le franc a chuté de 12% face à l'euro au cours des quatre années passées, sachant qu'il a perdu 7% de sa valeur réelle par rapport à l'euro depuis l'introduction de ce dernier en janvier 1999 (graphique 29). En effet, alors

## Evolution du franc suisse et ses conséquences

qu'en valeur nominale, le franc s'est apprécié face à l'euro pendant cette période comme au début de l'union monétaire de 1999, il s'est déprécié de presque 7% en valeur réelle depuis le début de l'année 1999 à cause d'une inflation restée très faible en Suisse. Par rapport au dollar US, le taux de change réel du franc a subi de fortes variations depuis 1999, mais rien ne permet de dégager une tendance marquante si ce n'est qu'on retrouve presque le niveau de 1999 à la fin de l'année 2006.

### graphique 29 : Suisse, indices de taux de change réels du franc par rapport à l'euro et au dollar américain

moyennes mensuelles (janvier 1999=100)

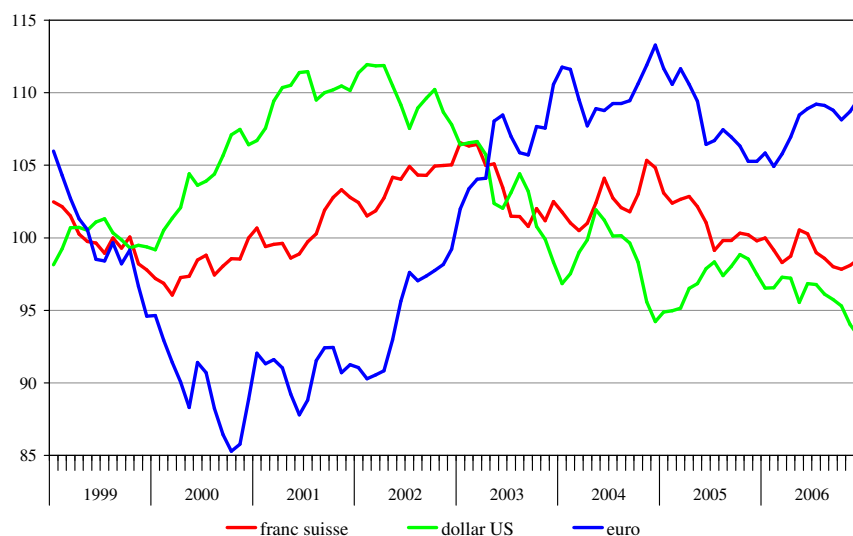


source : BNS

Les taux de change réels et pondérés par les exportations révèlent la force de l'euro et la faiblesse du dollar US.

Les indices de taux de change pondérés par les exportations, qui intègrent les monnaies des partenaires commerciaux et considèrent leur poids respectif dans notre commerce extérieur, donnent une vue d'ensemble des forces et des faiblesses d'une monnaie. Le graphique 30 représente les indices de taux de change réels pour la Suisse, la zone euro et les Etats-Unis. Ceux-ci révèlent tout d'abord et d'une façon générale pour les dernières années (depuis 2002) un raffermissement de l'euro, d'une part, et un fléchissement du dollar US, d'autre part. Ces deux tendances, qui ont néanmoins été temporairement interrompues en 2005, ne sont pas surprenantes étant donné l'important déficit de la balance américaine des transactions courantes. Ces évolutions divergentes, de part et d'autre de l'Atlantique, devraient d'ailleurs, à plus long terme, contribuer à la réduction du déficit américain et par conséquent au redressement des déséquilibres de l'économie mondiale.

**graphique 30** : Suisse, USA, zone euro, indices de taux de change réels moyennes mensuelles (moyenne annuelle 1999 = 100)



sources: BNS, BCE, Fed

En termes réels et pondérés par les exportations, l'évolution du taux de change du franc (par rapport aux monnaies des 24 partenaires commerciaux de la Suisse) indique une tendance à la baisse au cours de ces deux dernières années (moins 7% depuis le début 2005), ce qui reflète principalement son repli face à l'euro et aux autres monnaies européennes. En observant cette évolution depuis 1999, on note des hauts et des bas qui ne permettent pas de dégager une tendance nette et on remarque que la dernière baisse n'est finalement pas si spectaculaire. Il ne faut pas non plus oublier que la tendance à l'appréciation régulière du franc suisse qui s'était manifestée jusqu'à la moitié des années 90 n'est, depuis cette période, plus d'actualité.

**Explications proposées**

Le recul de la valeur réelle du franc par rapport à l'euro s'explique difficilement par l'évolution macroéconomique.

Croissance économique soutenue en Suisse

Durant la fin de l'année 2006 et au début de 2007, le franc a également fléchi par rapport au dollar US, on ne peut dès lors que constater la faiblesse, en termes nominaux comme en termes réels, du franc par rapport à l'euro surtout, mais aussi par rapport aux autres monnaies européennes (par exemple la livre britannique). De nombreux économistes ont été surpris par cette dépréciation en termes réels du franc suisse face à l'euro, étant donné que les principaux facteurs macroéconomiques fondamentaux sont très favorables à la Suisse depuis un certain temps.

En particulier, l'évolution de la croissance économique en données réelles n'apporte que peu d'arguments permettant de justifier la faiblesse du franc suisse. En effet, durant les dernières années, la croissance économique suisse a dépassé les attentes et a été supérieure à celle de la zone euro en 2004, en 2005 et vraisemblablement aussi en 2006. Auparavant, la croissance économique en Suisse avait été presque toujours inférieure à la croissance européenne, d'un demi-point de pourcentage en moyenne.

Importants excédents de la balance du commerce extérieur ...

En général, les excédents records de la balance commerciale et de l'ensemble de la balance des transactions courantes en 2006 devraient favoriser une appréciation du franc suisse en termes réels. La Suisse réalise un excédent commercial surtout avec le Japon, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis notamment (graphique 31), ce qui devrait plutôt traduire un franc sous-évalué par rapport aux monnaies correspondantes. Pour compenser ce solde, le cours réel du franc devrait alors connaître une tendance à la hausse vis-à-vis de ces monnaies.

..., mais pas avec la zone euro.

A l'inverse, la balance commerciale avec la zone euro est très déficitaire et ce déficit s'est encore accru au cours de ces dernières années. Du point de vue (étroit il est vrai) des soldes bilatéraux du commerce extérieur de la Suisse, on pourrait en déduire que le cours réel du franc suisse par rapport à l'euro est plutôt surévalué et que la dépréciation actuelle peut être interprétée comme un processus de «normalisation». Toutefois, il convient de noter que l'argumentation de l'équilibrage à long terme des soldes commerciaux, au sein de relations commerciales bilatérales, n'est pas très probant. On peut bien imaginer qu'un pays puisse réaliser à long terme une balance commerciale déficitaire ou excédentaire, avec un autre pays.

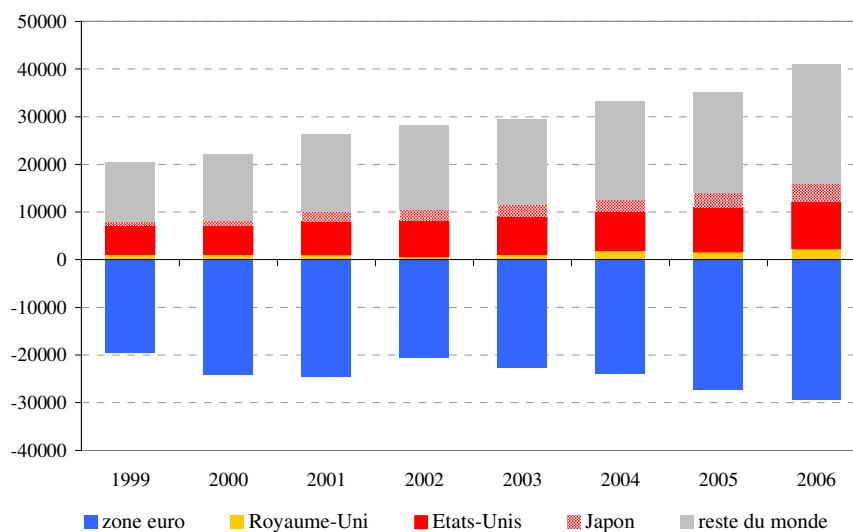
A ce stade, on peut aussi rappeler que dans les ouvrages macroéconomiques traditionnels sur la balance commerciale, le taux de change est souvent considéré comme une grandeur exogène. Les soldes du commerce extérieur sont alors considérés comme étant la conséquence plutôt que la cause des fluctuations des cours de change.

Au sein de plusieurs théories économiques modernes, les éventuels déséquilibres de la balance des transactions courantes sont en principe perçus comme une substitution inter-temporelle de consommation (entre deux périodes). Par une opération de prêt à l'étranger, une économie A peut renoncer à une part de sa consommation actuelle en faveur d'une consommation supplémentaire future (ou inversement). Si la monnaie s'apprécie au sein du pays B, il sera effectivement avantageux pour ce pays de consommer provisoirement aux frais de l'étranger (au frais du pays A). Respectivement, il sera également rentable et avantageux pour le pays A de devenir prêteur (par exemple sous forme d'achat d'obligations du pays B par le pays A), si la monnaie du pays B, auquel le pays A est disposé à prêter de l'argent, s'apprécie. Il en résultera finalement un déficit commercial extérieur pour le pays B. A très long terme, la balance commerciale retrouvera toutefois son équilibre, à moins de tomber dans le schéma d'une économie à la Ponzi, avec accumulation de richesse ou endettement perpétuels<sup>5</sup>.

<sup>5</sup> Dans le monde anglophone, le concept de jeux, de schéma ou d'économie à la Ponzi (« Ponzi Scheme ») est utilisé pour désigner des systèmes ou des effets à boule de neige (en d'autres termes, des phénomènes sans contrainte budgétaire temporelle). Dans notre cas de figure, en excluant de tels effets, nous voulons signifier qu'aucun pays ne peut s'endetter davantage en permanence auprès du reste du monde et que l'accumulation perpétuelle de richesse n'est pas non plus possible.

**graphique 31 : Suisse, soldes de la balance commerciale par région**

valeurs à prix courants, en milliers de francs



sources: AFD, SECO

Faiblesse structurelle du franc, ou ...

Plusieurs économistes ont essayé d'expliquer la hausse continue du cours de change réel du franc suisse pendant notamment les années 80 et 90 par la thèse de l'effet Balassa-Samuelson. Selon cette thèse, le franc se serait apprécié à cause des écarts de productivité croissants qui ont pu se creuser entre les secteurs soumis à la concurrence internationale et ceux non soumis à cette concurrence (les services du marchés intérieur en particulier), par rapport à l'étranger.

Si cette thèse a pu être valable pour expliquer une partie de la tendance à l'appréciation du franc suisse durant les décennies antérieures<sup>6</sup>, cet effet devrait avoir perdu de sa vigueur au cours des dernières années. Plusieurs réformes et processus de libéralisation du marché intérieur (accords bilatéraux, révision de la législation sur le marché intérieur et sur les ententes faisant obstacle à la concurrence, etc.) devraient avoir permis d'améliorer légèrement la productivité sur le marché intérieure et/ou de rattraper les retards pris par rapport à l'étranger. Dans un tel contexte, la rupture de la tendance à l'appréciation du franc suisse, qui semble s'être confirmée récemment, pourrait refléter une adaptation structurelle de l'économie helvétique.

... force « structurelle » de l'euro?

Une autre explication consisterait à dire que derrière la faiblesse du franc suisse se cacherait principalement une meilleure perception de l'euro par les marchés financiers. Après une période difficile pendant les années 1999/2000, due au scepticisme qui régnait à l'époque sur les marchés des devises, quant au succès de l'union monétaire, qui avait entraîné une tendance à la baisse de la monnaie européenne, l'euro a vu sa position s'améliorer considérablement et progressivement au cours de ces dernières années. A cela vient s'ajouter le développement du marché des produits financiers libellés en euros, dont la taille et le degré de liquidité ont été croissants durant ces dernières années. Ces différents développements semblent indiquer que, en dépit de ses fluctuations cycliques, l'euro devrait à plus long terme jouer un rôle central sur les marchés des devises et pour les marchés financiers, même si son expansion prévisible dans les pays d'Europe centrale et orientale, qui deviennent membres de l'Union européenne, constitue encore un certain facteur d'incertitude.

Rôle des marchés financiers: écarts de taux d'intérêt et

Ce sont également les évolutions des marchés financiers qui sont le plus souvent évoquées pour expliquer le repli actuel du franc suisse face à l'euro, et notamment le rôle de ce qu'on appelle les opérations de "carry trade", qui permettent de profiter

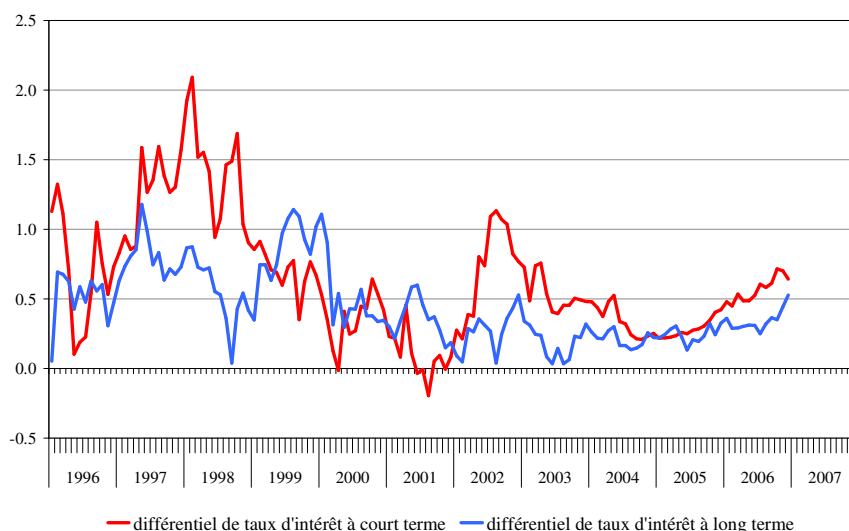
<sup>6</sup> Bien que cet argument ne soit pas compatible avec les valeurs que nous présentons dans le graphique 34. La baisse du rapport du prix moyen des biens exportés durant la période 1980-1995 semble plus marquée que la hausse de l'indice du cours de change réel effectif du franc suisse (axe inversé dans le graphique 34), qui a été corrigé de l'effet total de l'inflation, donc qui tient compte du rapport des prix des biens non échangeables.

opérations de "carry trade"

des écarts de taux d'intérêt entre les différentes monnaies<sup>7</sup>. Les investisseurs vendent ou s'endettent dans des monnaies à taux d'intérêt relativement bas et placent les fonds ainsi obtenus dans des monnaies à taux d'intérêt plus élevés. Ils tirent alors profit de ces écarts de taux de rendement, à condition que les cours des monnaies restent relativement stables, faute de quoi les gains réalisés risquent d'être absorbés par les pertes de change. Le fait qu'à l'instar du franc suisse, le yen japonais, autre monnaie à faible taux d'intérêt, subisse également une pression à la baisse depuis un certain temps, démontre également l'influence croissante des écarts de taux d'intérêt et l'impact des opérations de "carry trade". Si ces opérations atteignent un certain volume, elles engendrent alors des flux de capitaux conséquents de la Suisse vers d'autres pays qui peuvent avoir un effet important sur le cours de change (un investisseur s'endette en francs suisses et place son argent à l'étranger, ce qui implique une exportation de francs suisses à l'étranger).

Comme l'indique le graphique 32, les écarts de taux d'intérêt réels entre la Suisse et la zone euro, tant pour les taux d'intérêt à court qu'à long terme, se sont légèrement accrus tout au long de l'année 2006, ce qui est vraisemblablement lié au fait que la Banque centrale européenne (BCE) a un peu plus relevé les taux directeurs que la Banque nationale suisse (BNS). On peut néanmoins douter du fait que ce léger accroissement des écarts de taux d'intérêt puisse, à lui seul, justifier l'évolution des cours de change. Que les taux d'intérêt soient moins élevés en Suisse qu'à l'étranger n'est finalement pas une nouveauté.

**graphique 32** : Suisse, écarts de taux d'intérêt réels avec ceux de la zone euro moyennes mensuelles



sources: BNS, Eurostat, OCDE, SECO

Changement dans les prévisions en matière de taux de change – nouvelle interprétation de l'îlot suisse de taux d'intérêt ?

Plusieurs explications envisageables

La grande différence actuelle, par rapport au passé, tiendrait au fait que le fameux « îlot suisse de taux d'intérêt » n'a plus la même signification et les mêmes conséquences, si l'on passe d'un contexte d'appréciation tendancielle du franc suisse à un contexte d'évolution horizontale du cours de change, voire même de léger affaiblissement par rapport à d'autres monnaies.

Plusieurs raisons peuvent justifier le fait qu'actuellement les marchés financiers ne tablent pas sur un renforcement du franc suisse. On observe que, depuis l'union monétaire, le franc est moins volatile face à l'euro que face aux anciennes monnaies européennes, ce qui peut déjà jouer un certain rôle. De même, le fait qu'on ne constate plus de tendance à la hausse du franc suisse depuis le milieu des années 90 influence les anticipations que peuvent faire les acteurs intervenant sur les marchés financiers, même si les raisons de l'appréciation tendancielle du franc suisse ne sont pas encore toutes comprises et donc que personne ne peut vraiment tabler sur leur

<sup>7</sup> Pour plus d'informations sur les opérations de « carry trade » on consultera le Bulletin trimestriel de la BNS 3/2006, l'encadré Opérations de carry trade, pages 29-31 (<http://www.snb.ch/f/publikationen/publi.html>).

totale disparition. Il faut enfin tenir compte du fait que les investisseurs sur les marchés financiers internationaux peuvent estimer que les éventuels risques économiques et monétaires sont moindres, que la conjoncture économique reste favorable un peu partout dans le monde, ce qui réduit d'autant le besoin de valeur refuge (de monnaie refuge) ou de diversification supplémentaire, un besoin auquel le franc suisse pourrait répondre. Un renversement de tendance sur les marchés financiers et sur celui des devises pourrait toutefois rapidement impliquer une correction et un besoin accru de valeur refuge.

**Conséquences de la  
« faiblesse » du franc**

Les effets à court terme  
dépendent de la conjoncture

Il est actuellement difficile de prévoir si les nouvelles attentes des marchés financiers à l'égard du franc suisse vont durer ou si la tendance actuelle peut rapidement s'inverser. Il importe pourtant de savoir évaluer les conséquences de cette faiblesse du franc suisse sur l'économie.

C'est essentiellement la situation conjoncturelle qui détermine comment le fléchissement du franc se répercute sur l'économie et s'il peut se révéler problématique ou non. Un cours de change plutôt bas a par exemple tendance à favoriser les exportations et à redonner de l'élan à la conjoncture, ainsi stimulée par une augmentation de la demande extérieure. Mais d'un autre côté, il peut accroître le risque d'inflation par une pression à la hausse sur le prix des importations. Du point de vue conjoncturel, le moment (la « position sur le cycle conjoncturel ») de l'appréciation d'une monnaie est donc décisif, respectivement de la dépréciation d'une monnaie. Une remontée du cours de change au début d'une phase de relance est la plupart du temps défavorable à la conjoncture, sachant que, en début de reprise économique, la Suisse notamment est souvent tributaire de l'impulsion donnée par l'économie d'exportation, qui permet de faire démarrer le moteur de la croissance. Par contre, une appréciation du franc peut être bénéfique et apporter un certain soulagement à la fin d'une phase d'expansion, lorsque l'exploitation des capacités de production entraîne une surchauffe de l'économie avec risque d'inflation.

Peu de risque d'inflation  
actuellement

Dans la situation actuelle, en termes de conjoncture et de renchérissement, la faible relative du franc ne représente pas vraiment de danger. La reprise est certes vigoureuse, mais en dehors du secteur financier aucun signe de croissance économique très vigoureuse et porteuse de risque inflationniste n'est encore apparu dans les nombreuses autres branches (par exemple dans l'industrie et le commerce). Le marché du travail n'est pas non plus encore suffisamment tendu, et on ne relève pas non plus de signes avant-coureurs d'une pression à la hausse sur le niveau des salaires.

Les changements structurels  
atténuent l'impact du prix  
élevé des importations

Il faut également tenir compte du fait que les évolutions sur le plan international (notamment l'interdépendance croissante des marchés mondiaux et l'accroissement en général du commerce mondial) ont largement contribué à la réduction des risques d'inflation importée dans le cycle conjoncturel, en comparaison des cycles précédents. Une analyse du FMI<sup>8</sup> précise que si la pression toujours plus forte de la concurrence internationale sur de nombreux marchés ne fait pas disparaître l'inflation, et qu'à long terme l'inflation demeure un phénomène monétaire, la globalisation exerce néanmoins des effets sur le comportement de l'inflation dans le cycle conjoncturel (moins de variabilité du niveau des prix aux fluctuations de la demande).

De plus, en Suisse on remarque que le rapport entre les prix à l'importation et le renchérissement des prix à la consommation n'est pas très élevé. Des analyses économétriques mettent bien en évidence un lien entre prix à l'importation et renchérissement des prix à la consommation qui est statistiquement significatif, mais son ampleur n'est pas très élevée. Ce constat s'est d'ailleurs confirmé en 2006 : tandis que les prix à l'importation ont été tirés vers le haut par la baisse du cours du franc et à l'occasion par la hausse des prix du pétrole, le renchérissement des prix à la consommation est resté remarquablement modéré, à savoir de l'ordre de 1% (graphique 33). Mais si elle se poursuivait, cette montée du prix des importations

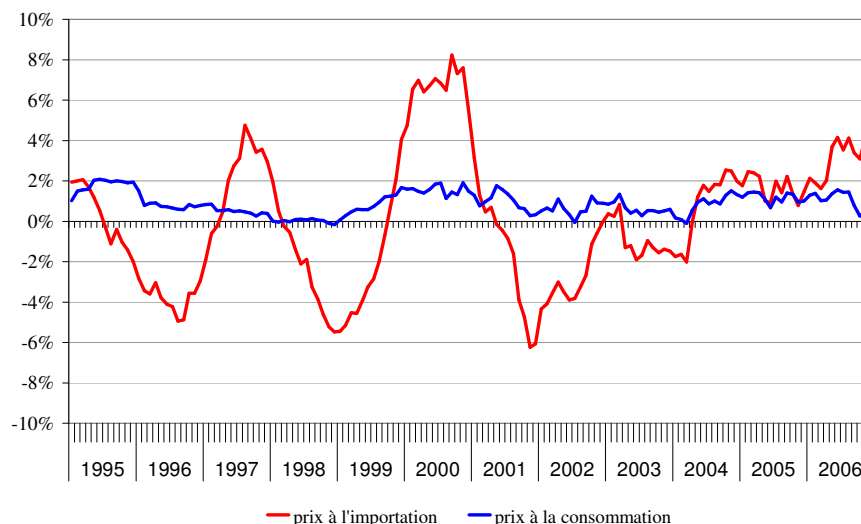
<sup>8</sup> FMI: World Economic Outlook, April 2006, Chapter III. *How Has Globalization Affected Inflation?*, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2006/01/index.htm>



devrait en toute logique progressivement se faire sentir également sur l'inflation intérieure. La diminution du prix du pétrole de ces derniers mois a toutefois permis de relâcher la pression sur les prix à l'importation. Le danger ne pourrait menacer que si le prix du pétrole devait remonter et la croissance se maintenir au même rythme qu'en 2006.

**graphique 33** : Suisse, prix à la consommation et à l'importation

taux de variation en % par rapport à l'année précédente



source : OFS

Les conséquences sur le secteur financier prêtent à confusion.

Il n'est de loin pas aisé d'évaluer les conséquences (positives ou négatives) de la dépréciation du franc suisse sur la création de valeur ajoutée du secteur financier, qui jusqu'à présent a joué un rôle moteur dans la reprise économique récente. Ce n'est pourtant qu'à partir de ces conséquences qu'on pourrait établir si l'évolution actuelle du cours de change doit être perçue comme un réel danger pour l'expansion actuelle. Nous devons toutefois avouer que le lien, de court terme, entre cours de change et gestion de fortune par exemple, ou commissions bancaires, n'est à notre connaissance pas facile à comprendre et à identifier.

Quelles implications pour le bonus d'intérêt?

Sous l'hypothèse selon laquelle le franc suisse aurait perdu de sa force pour un certain temps et que dans un proche avenir, les anticipations s'orientent sur cette observation, on devrait observer progressivement une disparition de l'îlot suisse de taux d'intérêt. Les opérations de carry trade par exemple, en raison des flux de capitaux qu'elles engendrent, devraient influencer une hausse des taux d'intérêt en Suisse. Pour ce qui est des taux d'intérêt à long terme, il semble que l'écart de taux entre les emprunts d'Etat en francs suisses et ceux en euros se soit déjà réduit considérablement durant les dernières années (depuis la fin des années 90 environ), en termes nominaux comme en termes réels (graphique 32). Il est difficile d'établir dans quelle mesure cette évolution cache également un changement des anticipations en matière de taux de change. Les progrès accomplis dans les années 90 par de nombreux pays, en Europe et en dehors de l'Europe, dans leur politique monétaire et budgétaire, ainsi qu'en matière de stabilité, et par conséquent la modération des prévisions relatives à l'inflation et une nouvelle évaluation des budgets et de l'endettement publics, pourraient déjà avoir impliqué un rapprochement des taux d'intérêt avec la Suisse.

Le taux de change n'est pas déterminant pour la croissance à long terme

Alors qu'on attribue aux fluctuations de cours de change un rôle assez important dans l'évolution de la conjoncture à court terme, il est beaucoup moins aisé d'établir un lien évident entre le taux de change réel et le PIB à moyen et à long terme. Cela laisse supposer que si la dépréciation du franc suisse peut représenter, même sur le long terme, un soutien à l'économie d'exportation, elle provoque aussi à un déplacement et une ré-affectation des capacités de production des secteurs axés sur le marché intérieur vers les secteurs orientés sur les exportations (et inversement), et que l'ensemble de ces réactions n'ont pas un effet de sens unique sur le PIB à long terme.

Conclusion: la dépréciation n'est pas vraiment problématique pour l'instant ...

..., mais une appréciation trop brusque comporterait un risque.

Tout bien considéré, la perte relative de valeur du franc suisse durant les derniers mois, en termes réels, ne devrait pas constituer une menace majeure pour l'économie, dans le contexte actuel (2006-2007). Elle pourrait certes accroître le risque d'inflation importée, mais comme l'augmentation des prix à l'importation ne semble se répercuter que lentement et faiblement sur le renchérissement des prix à la consommation, ce risque d'inflation liée au taux de change paraît plutôt modéré pour l'heure, et ce malgré la vigueur de la conjoncture en 2006 et au début 2007.

Un danger pourrait néanmoins survenir, si en raison de turbulences sur les marchés financiers, un besoin accru de valeur refuge devait se faire sentir, ce qui pourrait pousser le franc suisse à la hausse, et de manière abrupte. Durant le début du mois de mars déjà, on a pu constater que la perception du risque et la volatilité sur les marchés peuvent rapidement changer. Le franc suisse pourrait donc soudainement regagner en importance et être à nouveau plus attrayant. Même si la diversification des réserves des banques centrales de beaucoup de pays émergents se fait aujourd'hui au profit de l'euro et au détriment de la devise helvétique, ce qui ne devrait pas changer à court terme, une tendance dominante sur les marchés des changes à la liquidation des positions courtes de "carry trade", au profit du yen et du franc suisse, et au détriment d'autres monnaies, serait sans doute déjà suffisante pour impliquer une appréciation abrupte du cours du franc.

Dans ce contexte, la dynamique des exportations de biens et celles de services surtout serait sans doute dans un premier temps fortement freinée. Un tel scénario de brusques turbulences sur les marchés financiers ou des devises n'est jamais totalement à exclure, mais pour l'heure (début 2007) les indicateurs disponibles plaident également en faveur d'une stabilisation prochaine des marchés. Comme on le constate, pour les prochains mois, l'aversion des investisseurs pour le risque parallèlement au degré de stabilisation des marchés boursiers vont sans doute continuer de déterminer l'évolution du cours du franc suisse. Il est par contre difficile de savoir quand le rôle des fameux « fondamentaux » reprendra plus d'importance.

## Principaux déterminants de l'évolution du commerce extérieur

### Introduction

L'année 2006 a été l'« année des superlatifs » pour le commerce extérieur suisse de marchandises, comme l'a exprimé la Direction générale des douanes dans son communiqué de presse de fin d'année. Avec un taux de croissance à deux chiffres, l'année 2006 a vu les meilleurs résultats jamais obtenus, tant du côté des exportations que du côté des importations, ainsi qu'un énorme excédent de la balance commerciale. Il s'agit non seulement de l'« année des superlatifs », mais également d'une année qui s'inscrit dans toute une série d'années records. En effet, 2004 et 2005 se sont également distinguées par des taux de croissance très élevés et des excédents commerciaux exceptionnels. De telles performances nous conduisent évidemment à nous interroger sur les caractéristiques et les particularités des dernières années, et à rechercher les éléments d'explication principaux de la bonne forme du commerce extérieur suisse.

Cet encadré a pour but d'identifier les facteurs déterminants de la croissance des exportations de marchandises durant les dernières années, et en 2006 en particulier. Pour y répondre, nous avons utilisé une approche empirique, et utilisé un indicateur de la demande mondiale adressée à la Suisse et un indicateur de prix relatif à l'exportation. Cette méthode nous permet d'établir quelle part de la croissance notamment des exportations en 2006 est imputable à la conjoncture étrangère favorable, quelle part incombe à un effet-prix (qui incorpore également l'effet du cours de change) et fin quelle est l'ampleur des facteurs résiduels, comme certaines évolutions sectorielles ou l'entrée de nouveaux partenaires dans les relations commerciales. En complément, nous détaillons également les fameuses « contributions à la croissance », par type de produits et par région géographique, tant pour les exportations que pour les importations. La représentation des contributions à la croissance sur les dix dernières années nous permet aussi d'apprendre dans quelle mesure les différentes régions et les types de marchandises ont participé aux résultats exceptionnels de 2006 et si des phénomènes particuliers peuvent être dégagés, notamment dans une comparaison historique (les 10 dernières années).

Les exportations de biens manufacturés se laissent aisément modélisées

Les exportations de biens manufacturés en volume représentent un agrégat comptable, dont il est possible de modéliser et d'expliquer le développement à l'aide de quelques indicateurs et dont les estimations économétriques sont de bonne qualité. En effet, lorsque l'on retient, de manière traditionnelle, un indicateur de demande mondiale et un indicateur de compétitivité-prix, on parvient à expliquer une partie très importante de l'évolution des exportations de la Suisse (de marchandises ou de services, nous nous concentrons dans cet encadré sur les premières).

Les indicateurs de demande mondiale adressée à la Suisse et de compétitivité prix expliquent une grande partie de la performance des exportations, mais pas tout...

Nous avons utilisé une équation d'exportations des biens manufacturés en volume, avec comme indicateur pour la demande mondiale adressée à la Suisse un agrégat composé du PIB d'un groupe de pays<sup>9</sup> représentant 75% du total de nos partenaires commerciaux (pondérés par leur poids respectif dans nos exportations) et un indicateur de prix relatifs à l'exportation. Ce dernier indicateur est calculé en tant que rapport des prix moyens des exportations de nos partenaires commerciaux<sup>10</sup> au déflateur de exportations de marchandises de la Suisse, exprimés dans la même monnaie (en l'occurrence en francs suisses). Cet indicateur offre l'avantage de prendre en compte non seulement l'évolution des cours de change mais également l'évolution respectives des prix à l'exportation de nos partenaires commerciaux et devrait ainsi dégager une image plus précise de la « compétitivité-prix » des exportations, bien que les paniers de biens exportés dans chaque pays puisse diverger substantiellement. L'utilisation d'un rapport de prix à l'exportation, exprimés dans un monnaie unique, en tant qu'indicateur de la compétitivité-prix offre également l'avantage de refléter non seulement les effets des cours de change, mais aussi l'évolution des coûts et des comportements de marge des entreprises. Par ailleurs, le

<sup>9</sup> A savoir, l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Autriche, l'Espagne, la Suède, le Royaume-Uni, la Norvège, le Canada, les USA, le Japon, l'Australie, la Chine, Singapour et Hong-Kong.

<sup>10</sup> (même groupe de pays que précédemment, lorsque les prix à l'exportation n'étaient pas disponibles, nous avons opté pour les indices des prix à la production).

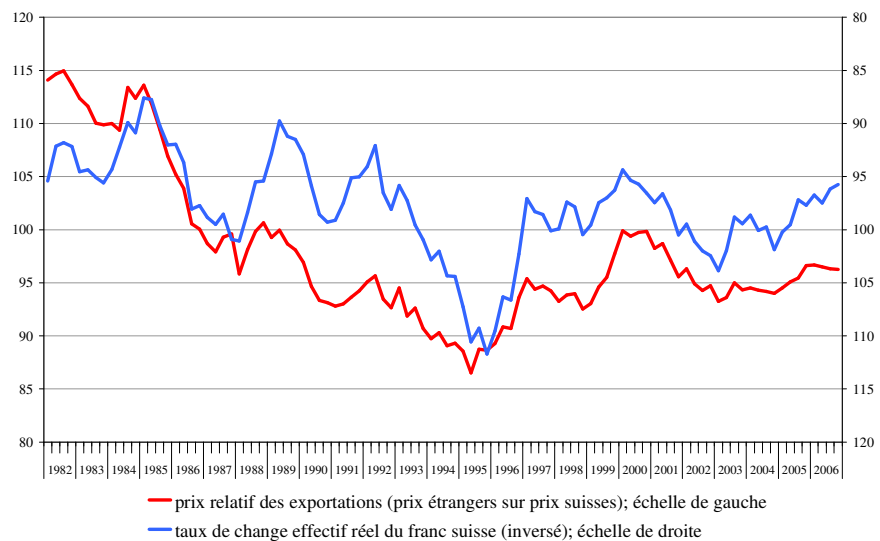
Le rapport du prix moyen des exportations confirme les gains de compétitivité-prix de la Suisse depuis le milieu des années 90

rapport des prix moyens à l'exportations, n'intégrant que les biens échangés, affiche une volatilité légèrement moins marquée que le cours de change effectif, ce qui facilite aussi son interprétation<sup>11</sup>.

Le graphique 34 présente l'évolution du rapport des prix moyens à l'exportation des partenaires commerciaux de la Suisse au déflateur des exportations suisses, de même que l'évolution inversée du cours de change réel effectif du franc suisse. On notera qu'à partir de l'année 1995 un changement de tendance se dessine dans les deux indicateurs. Alors que durant les années 80 et le début des années 90 la Suisse faisait face à une dégradation progressive de sa compétitivité-prix, ainsi mesurée, depuis 1995 une amélioration régulière se dessine. La pente positive mais relativement peu élevée de l'indicateur du rapport des prix relatifs à l'exportation depuis 1995 témoigne des efforts importants auxquels se livrent la Suisse, mais également beaucoup d'autres pays européens, afin de contenir l'évolution des prix à l'exportation, de comprimer certains coûts de production (ou encore des adaptations des comportements de marge des entreprises).

**graphique 34 : Suisse, indicateur de compétitivité-prix**

rapport du prix moyen des exportations et taux de change effectif réel du franc suisse



sources : BNS, Eurostat, Ecwin, SECO

La spécification que nous retenons pour l'équation des exportations de marchandises en volume est la suivante (modèle à correction d'erreur) :

Relation de long terme :

$$\log(X_t) = 2,31 \log(D_t) + 1,02 \log(CP_t) - 0,002 \text{trend} \quad (1)$$

où  $X_t$  représente les exportations de marchandises de la Suisse en volume,  $D_t$  la demande mondiale adressée à la Suisse, ici construite à l'aide du PIB de 15 pays représentant 75% de nos partenaires commerciaux,  $CP_t$  représente le rapport du prix moyen des exportations de mes mêmes partenaires commerciaux au déflateur des exportations de la Suisse, exprimés en francs suisses. La variable *trend* représente une tendance linéaire.

La relation de court terme, spécifiée sous forme de variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, est la suivante :

$$\Delta_4 \log(X_t) = -0,42 + 3,98 \Delta_4 \log(D_t) + 0,47 \Delta_4 \log(CP_t) - 0,60 ec_{t-4} + 0,037 \Delta_4 \log(X_{t-4}) \quad (2)$$

<sup>11</sup> A titre d'exemples récents d'utilisation des rapports des prix à l'exportation dans l'analyse du commerce extérieur, on peut consulter le Bulletin mensuel de la BCE de juillet 2006, pages 75-86, disponible sous : [http://www.bundesbank.de/download/ezb/monatsberichte/2006/200607ezb\\_mb\\_gesamt.pdf](http://www.bundesbank.de/download/ezb/monatsberichte/2006/200607ezb_mb_gesamt.pdf), ainsi que le rapport du Conseil d'Analyse Economique, *Evolution récente du commerce extérieur français*, Patrick Artus et Lionel Fontagné, 2006, disponible sous : <http://www.cae.gouv.fr/rapports/064.htm> (première partie du rapport).

où la variable  $ec_t$  représente l'attracteur de long terme, estimé à partir des résidus de la relation de long terme mentionné plus haut<sup>12</sup>.

Les deux estimations effectuées ci-dessus (sur la période 1981 :1-2006 :4) nous livrent des informations intéressantes sur les élasticités de court et de long terme des exportations de marchandises à la demande mondiale d'une part et à la compétitivité-prix d'autre part. L'élasticité de court terme (une année) à la compétitivité-prix serait ainsi proche de 0,5 (0,47) et celle de long terme (après plus de 5 années environ) environ le double (1,02). L'élasticité des exportations de marchandises à la croissance auprès des partenaires commerciaux (comme indicateur de demande) semble bien plus élevée, tant à court qu'à long terme. Nous obtenons une valeur de 2,3 pour l'élasticité à long terme et proche de 4 (3,98) pour l'élasticité de court terme. Les différents modèles de court terme que nous avons estimés<sup>13</sup> mettent toujours en évidence, comme c'est le cas dans l'estimation présentée, des élasticités plus élevées à court terme qu'à long terme. Les exportations de marchandises sembleraient ainsi « sur-réagir » aux fluctuations de la demande mondiale à très court terme, à moyen terme une correction aurait toutefois lieu.

D'autres spécifications que celles présentées ci-dessus ont été testées et les résultats n'étaient pas très différents : l'élasticité de court terme des exportations à la croissance auprès des partenaires commerciaux oscillent suivant les spécifications utilisées entre 1.5 et 4, l'élasticité de court terme à l'indicateur de compétitivité-prix entre 0,3 et 0,8. Les élasticités de long terme semblent plus robustes.

Une élasticité proche de 2 à long terme, vis-à-vis de la demande étrangère, peut surprendre, mais il faut considérer que nous utilisons le PIB des partenaires commerciaux de la Suisse et non leurs importations, comme indicateur de demande. Si nous avions retenu à la place du PIB les importations des partenaires commerciaux, cette élasticité aurait certainement été proche d'une valeur de 1. Une valeur de 1, dans un tel contexte, signalerait que les exportations de la Suisse croissent au rythme de la croissance des importations de nos partenaires commerciaux à long terme, ce qui devrait être le cas. La valeur de 2 estimée dans le cadre des régressions mentionnées ci-dessus met finalement en évidence que les importations des partenaires commerciaux de la Suisse croissent en moyenne deux fois plus rapidement que leur PIB<sup>14</sup>.

A l'aide des élasticités estimées<sup>15</sup>, il est possible de procéder à une décomposition de la croissance des exportations de la Suisse en plusieurs contributions : celle de la croissance économique auprès de nos partenaires commerciaux, celle résultant de la compétitivité-prix et enfin la contribution des autres facteurs non pris en compte dans notre modélisation. Il s'agit essentiellement pour ces derniers, au-delà de problèmes statistiques éventuels, des autres phénomènes (structurels ou conjoncturels) non pris en compte dans la modélisation. Nous pensons en particulier à l'insertion dans les échanges commerciaux de la Suisse d'autres pays non pris en compte dans la modélisation, à des changements de spécialisation sectorielle et à l'ensemble des facteurs de compétitivité hors-prix. Ces derniers regroupent notamment la qualité et le contenu en innovation technologique des produits échangés, de même que l'efficacité des réseaux de distribution (efficacité des services commerciaux).

Dans le graphique 35 sont présentées les différentes contributions à la croissance des exportations manufacturières de la Suisse, que nous avons estimées. Cette décomposition est fortement dépendante du modèle de régression retenu et estimé, il convient de préciser ce point. La somme des trois contributions correspond à la croissance en volume des exportations.

<sup>12</sup> Tous les coefficients estimés dans les deux équations sont hautement significatifs (à des seuils de probabilité d'erreur très peu élevés). Le premier modèle possède un coefficient de détermination ajusté ( $R^2$ ) de 0.99 et le second modèle en différence saisonnière de 0.70, dans les deux cas l'analyse des résidus ne révèle aucun problème majeur qui pourrait remettre en question la qualité de l'estimation.

<sup>13</sup> (en première différence ou en différence saisonnière, à partir de données trimestrielles).

<sup>14</sup> Il s'agit là d'une interprétation possible, qui coïncide également avec le fait que le volume du commerce mondial croît environ deux fois plus rapidement que la croissance mondiale.

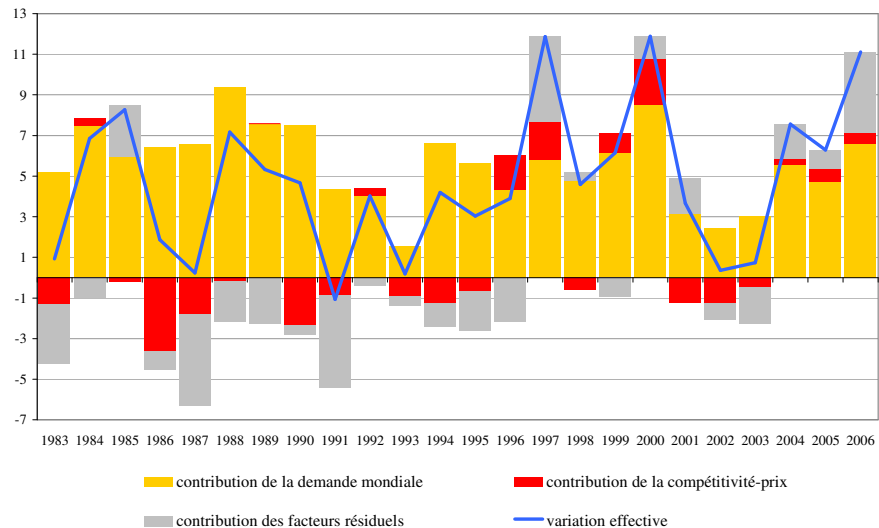
<sup>15</sup> Quelques calculs supplémentaires sont nécessaires afin de dégager les effets de la conjoncture internationale et des prix contenus également dans la variable  $ec_t$  dans (2).

La contribution de la demande mondiale reste déterminante, mais les autres facteurs d'influence ne doivent pas être négligés

Le rôle de la demande mondiale dans l'évolution des exportations est particulièrement visible dans le graphique 35. Sa contribution domine sur l'ensemble de la période observée, dans une plus ou moins grande mesure selon les années. Les contributions de la compétitivité-prix ainsi que des autres facteurs subissent de fortes fluctuations qui ne varient pas toujours uniformément. Elles sont en général beaucoup moins importantes que celle de la demande mondiale, mais peuvent néanmoins avoir une influence considérable certaines années, qu'elle soit positive ou négative.

**graphique 35 : Suisse, contributions à la croissance des exportations**

contributions de la demande mondiale, de la compétitivité-prix et des facteurs résiduels, variations en pour-cent par rapport à l'année précédente des exportations de marchandises, prix constants



sources : AFD, OFS, SECO

La compétitivité hors-prix et d'autres facteurs résiduels semblent jouer un rôle positif durant les dernières années

Il apparaît clairement dans le graphique 35 que durant l'ensemble des années 80 et jusqu'au milieu des années 90, les contributions de la compétitivité-prix ont été dans l'ensemble négatives. Les années 1986, 1987, 1990 et 1994 semblent avoir été les plus marquées par les influences négatives de perte de compétitivité-prix. A l'inverse, des années comme 1996, 1997 et 2000, semblent avoir profité d'un gain de compétitivité-prix substantiel. On peut constater également que depuis le milieu des années 90, les contributions de la compétitivité-prix sont en moyenne positives et viennent soutenir ainsi l'évolution des exportations.

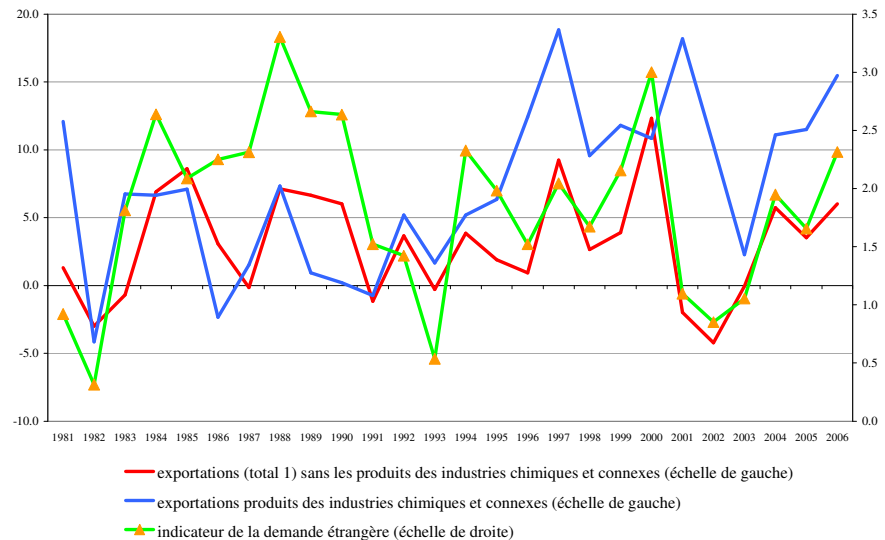
Pour les années 1997 et 2006, années exceptionnelles en termes de croissance des exportations, on peut noter que les facteurs résiduels semblent avoir joué un rôle non négligeable. Dans ce contexte, il convient de reconnaître le rôle particulier que jouent les exportations de produits chimiques et pharmaceutiques. Leur poids, à savoir près d'un tiers de la totalité des exportations suisses de marchandises (environ 70% de produits pharmaceutiques pour l'ensemble de la rubrique), est très conséquent. A cela s'ajoute une particularité importante : l'évolution des exportations de produits chimiques et pharmaceutiques est moins soumise aux aléas conjoncturelles que le reste des exportations. Cette particularité est visible dans le (graphique 36)<sup>16</sup>. Depuis le milieu des années 90, les exportations de produits chimiques et pharmaceutiques atteignent de très hauts niveaux de croissance, avec notamment trois sommets particulièrement élevés en 1997, 2001 et 2006. Parce qu'elles ne dépendent pas essentiellement de la conjoncture mondiale et qu'elles réagissent à d'autres éléments moteurs spécifiques, la contribution des produits chimiques et connexes à la croissance de l'ensemble des exportations suisses de marchandises se reflète dans celle des « autres facteurs d'influence », dans le cadre de la modélisation présentée plus haut. Des autres facteurs résiduels sont représentés par l'intégration de nouveaux pays dans le commerce international, et d'autres facteurs de compétitivité hors

<sup>16</sup> La corrélation entre le taux annuel de variation des exportations de produits chimiques et pharmaceutiques et l'indicateur de la demande mondiale a été très faible, en moyenne sur ces 25 dernières années, tandis qu'elle a été de 0.75 pour les autres exportations (total sans la rubrique produits chimiques et connexes).

prix, qui ont pu également sur la période récente jouer un certain rôle positif. En moyenne on notera que les facteurs résiduels semblent avoir exercé une influence négative sur l'évolution des exportations de la Suisse durant une relativement longue période (1983-1995), alors que durant les dix dernières années, ce constat doit être plus nuancé<sup>17</sup>.

**graphique 36 :** Suisse, exportations de produits chimiques et connexes, total sans cette rubrique et indicateur de la demande étrangère

variation en % par rapport à l'année précédente, prix constants



sources : AFD, OFS, SECO

Bien que les facteurs de compétitivité hors prix soient plus difficile à identifier, il convient en premier lieu de penser à l'ensemble des phénomènes liés à la spécialisation sectorielle des exportations. Une manière de considérer dans quelle mesure la spécialisation sectorielle de la Suisse subit lentement un basculement de certains secteurs vers d'autres revient à considérer un indicateur de contribution au solde de la balance commerciale. En effet, la Suisse exporte en grande partie des produits qui ont été importés et qui ont atteint ainsi une phase intermédiaire du processus de production. En considérant uniquement les exportations, on néglige une partie importante du processus de spécialisation du commerce extérieur de la Suisse.

plus haute spécialisation sectorielle de la Suisse notamment depuis le passage au nouveau millénaire

Pour mesurer l'évolution de la spécialisation sectorielle du commerce de biens manufacturés de la Suisse, nous utilisons un indicateur traditionnel d'avantage comparatif révélé. La construction de cet indicateur part de l'idée qu'une économie se spécialise là où elle possède des avantages comparatifs et que la dynamique de cette spécialisation peut être chiffrée, en calculant les « contributions au solde ». L'indicateur de mesure de la spécialisation sectorielle, aussi appelé « indicateur de contribution au solde » ou « indicateur d'avantages comparatifs révélés ( $ACR_t$ ) » a alors la forme (classique) suivante :

$$ACR_t = \left( \frac{1000}{X_{tot} + M_{tot}} \right) \cdot \left[ (X_k - M_k) - (X_{tot} - M_{tot}) \cdot \left( \frac{X_k + M_k}{X_{tot} + M_{tot}} \right) \right]$$

avec  $k$  indiquant le produit considéré,  $X$  les exportations et  $M$  les importations.

<sup>17</sup> L'ampleur et le sens des contributions des « autres facteurs d'influence » pourraient également cacher une mauvaise spécification utilisée pour la modélisation. Par exemple, des effets asymétriques potentiels de la compétitivité-prix sur le volume des exportations, non pris en compte dans le cadre d'analyse que nous avons choisi, rendent délicate l'analyse en termes de contribution que nous présentons. Une perte de compétitivité-prix pourrait par exemple avoir des influences négatives à court et à long terme plus importantes que les influences positives qui peuvent résulter d'un gain de compétitivité.

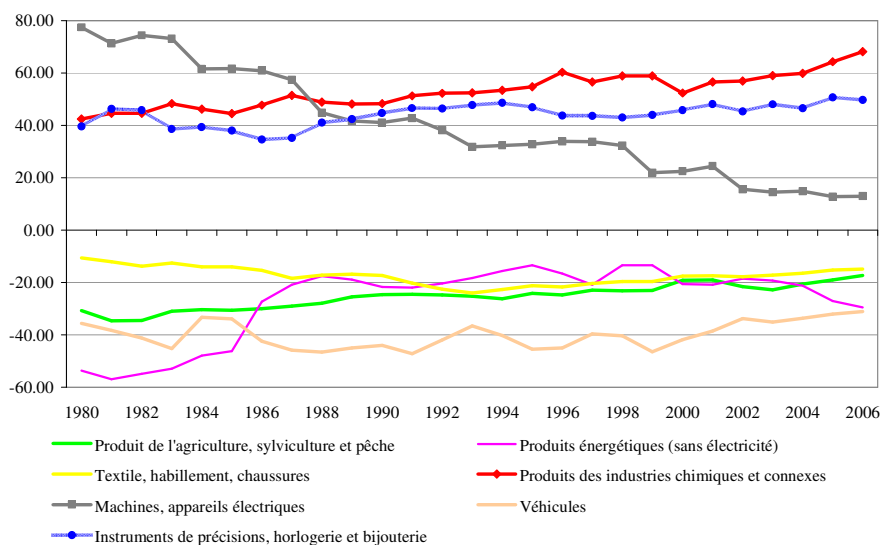


Comme on peut le constater dans graphique 37, l'indicateur compare, en millièmes du commerce total de biens, le solde commercial pour un produit donné à un solde théorique correspondant à une absence de spécialisation. Ce dernier (cette absence de spécialisation) est calculé en répartissant le solde global entre les différents produits au prorata de leur poids respectif dans le commerce total. L'indicateur est additif et, par construction, la somme sur l'ensemble des produits est égale à zéro. Une valeur positive (négative) de l'indicateur révèle un avantage (désavantage) comparatif révélé du pays pour le produit considéré.

Dans le graphique 37 il apparaît clairement que durant les 5 dernières années, la Suisse s'est davantage spécialisée, en se concentrant davantage sur deux secteurs clés de l'économie suisse, à savoir la chimie/pharmacie et l'horlogerie et les instruments de précisions. En matière d'industrie des machines par contre, il semble que l'on assiste désormais, et depuis le début du nouveau millénaire, à un certain basculement et à une réduction progressive des avantages comparatifs ainsi mesurés. Le graphique 37 met aussi en évidence que ce sont dans les secteurs des véhicules, de l'agriculture, de l'énergie (non électrique) et du textile, que les désavantages comparatifs de la Suisse sont le plus importants. Un léger avantage comparatif (relativement stable) se dessine par contre pour le commerce de l'électricité. Le graphique 38 met en évidence que pour plusieurs groupes de produits, la position de la Suisse est relativement « neutre » (attention au changement d'échelle pour l'axe des ordonnées !). Dans le domaine des métaux précieux, l'avantage comparatif s'est transformé depuis le milieu des années 90 en un désavantage (contribution négatif au solde commercial).

**graphique 37 : Suisse, avantages/désavantages comparatifs révélés**

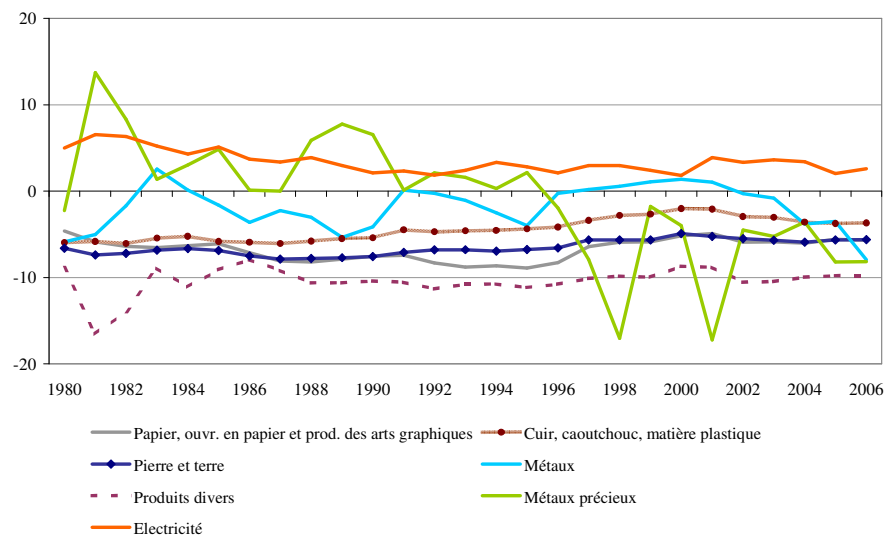
première partie – en millièmes du commerce de biens



sources : AFD, OFS, SECO



**graphique 38 : Suisse, avantages/désavantages comparatifs révélés**  
deuxième partie – en millièmes du commerce de biens



sources : AFD, OFS, SECO

En recherchant les éléments déterminant la croissance spectaculaire des exportations suisses de ces dernières années, on peut constater que si la croissance s'explique en grande partie par la conjoncture internationale, elle est également imputable, dans une moindre mesure, à un effet prix ainsi qu'à d'autres facteurs d'influence comme, par exemple, certains changements dans la structure sectorielle (du côté de l'offre et de la demande également sans doute). L'effet particulier des exportations de produits chimiques et pharmaceutiques, plus difficile à relier à la conjoncture et à des effets prix, est du reste très substantiel durant les dernières années (et en 2006 en particulier). Dans les paragraphes qui suivent, nous étudions plus en détail les contributions à la croissance ainsi que leur évolution dans le temps, par type de produits, d'une part, et par région, d'autre part<sup>18</sup>.

Alors que les graphique 37 et graphique 38 présentent l'évolution de la différence entre les exportations et les importations (solde de la balance commerciale) des différents branches par rapport à l'ensemble du commerce, les contributions que nous présentons dans les paragraphes qui suivent illustrent plus en détail l'évolution des rôles des différentes industries à la croissance globale des exportations et des importations prises séparément. Par souci de clarté, les 14 rubriques du commerce extérieur ont été regroupées en 8 rubriques, nous faisons par ailleurs également figurer la rubrique « métaux précieux et objets d'art et d'antiquité » (à titre d'information complémentaire).

Le graphique 39<sup>19</sup> illustre les contributions des exportations de huit groupes de produits à la croissance des exportations totales. Comme on peut s'y attendre, les surfaces correspondant aux trois grandes branches exportatrices que sont la chimie et la pharmacie, les machines-outils et l'électronique, les instruments de précisions et les montres, sont les plus importantes sur l'ensemble de la période considérée et pour l'année 2006 en particulier. La somme de ces trois surfaces a par ailleurs constamment augmenté tout au long de cette période, ce qui confirme la concentration de l'industrie exportatrice sur les secteurs pour lesquels la Suisse affiche les avantages

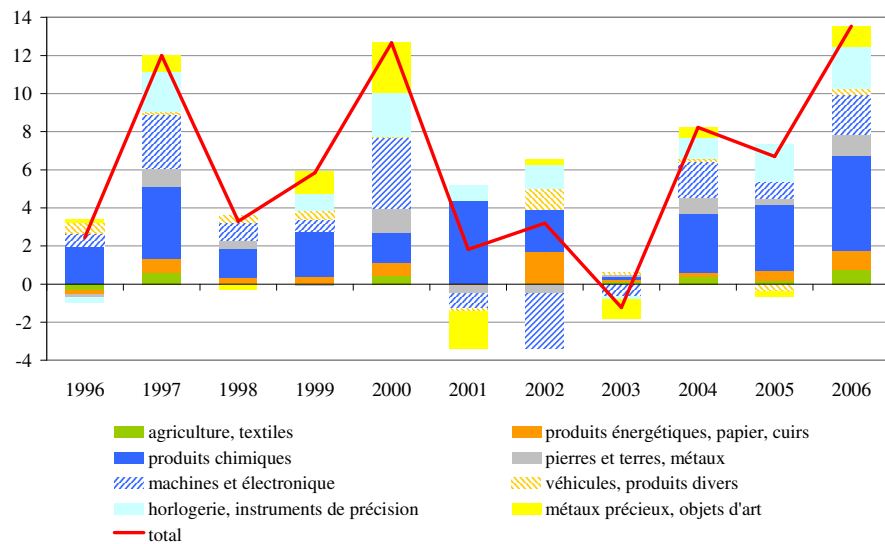
<sup>18</sup> Nous utilisons pour cette deuxième partie les données du commerce extérieur selon le total 2, intégrant les métaux précieux, les pierres de gemmes, les objets d'art et les antiquités, à titre d'information complémentaire.

<sup>19</sup> Comme dans la note en bas de page numéro 1, nous rappelons que la hauteur des différentes surfaces dans le graphique 39, et également dans les trois graphiques suivants, correspond à la contribution en point(s) de pourcentage apportée à la croissance des exportations (et des importations) de chaque rubrique (ou des différents pays). Les composantes qui figurent au-dessus de la ligne du zéro fournissent une contribution positive à la croissance et à l'inverse, celles qui se situent en dessous de cette ligne réduisent cette même croissance. Pour chaque année, si l'on soustrait l'ensemble de la surface se trouvant en dessous de la ligne du zéro de celle qui figure au-dessus de cette ligne, on obtient la croissance des exportations (des importations) de la période concernée.

comparatifs les plus élevés. Si on sépare ces trois branches (chimie/pharmacie, machines-outils et montres/instruments de précision), il en ressort, comme dans le cas des avantages comparatifs, que la contribution de l'industrie chimique et pharmaceutique ainsi que celle des instruments de précision et des montres augmentent avec le temps, la première ayant même atteint provisoirement son plus haut niveau en 2006, mais que par contre, la part de l'industrie des machines-outils diminue au fil du temps, même si 2006 a été une meilleure année que 2005. Cette baisse témoigne sans doute également de la restructuration déjà évoquée de l'industrie des machines-outils.

**graphique 39** : Suisse, exportations de marchandises

contributions à la croissance par type de produits et variations effectives en %, prix courants

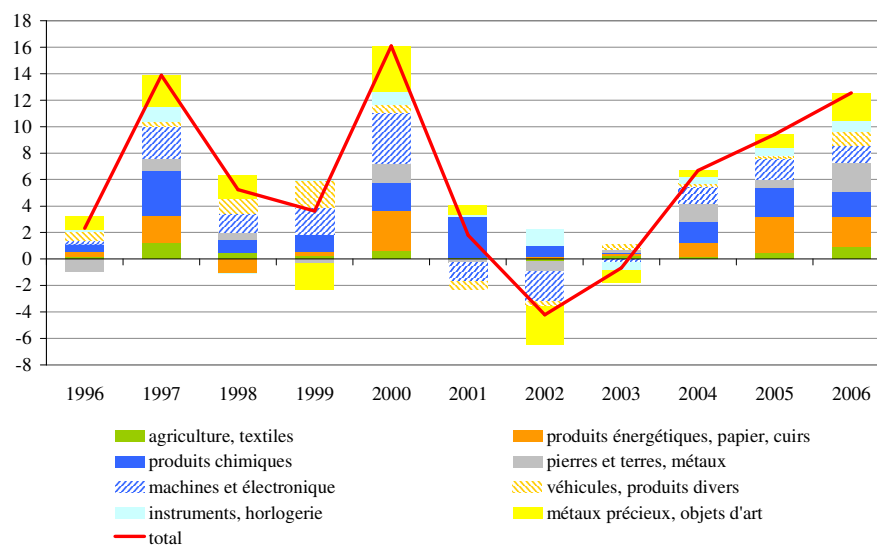


sources : AFD, OFS, SECO

L'examen de la structure des importations par type de produits, dont les contributions à la croissance sont représentées dans le graphique 40 permet de remarquer un phénomène de dispersion plus large des catégories de produits, ainsi que l'absence de concentration sur les trois secteurs-clés des exportations. Il en va de même pour les « petits » groupes de produits, qui sont également intéressants pour la croissance des importations en 2006. Il s'agit, d'une part, de la rubrique des véhicules à moteur et équipements de logement, dont la contribution à la croissance a été positive pour la première fois depuis 1999. Cette évolution résulte sans doute de l'impulsion dégagée par la consommation privée des ménages en 2006. D'autre part, il s'agit de la rubrique des métaux, dont la contribution à la croissance n'est pas négligeable non plus et est à mettre en rapport avec la forte augmentation des exportations de machines-outils. Il y a enfin les importations de métaux précieux et d'objets d'art qui se sont, elles aussi, nettement accrues en 2006.

**graphique 40 : Suisse, importations de marchandises**

contributions à la croissance par type de produits et variations effectives en %, prix courants



sources : AFD, OFS, SECO

UE, Etats-Unis et pays de la zone BRIC : des régions déterminantes pour le commerce extérieur suisse

Dans les graphiques qui suivent, nous présentons également les contributions des régions à la croissance des exportations et des importations. Le graphique 41 représente les parts respectives des pays et des régions dans la croissance globale des exportations de marchandises. On note sans surprise l'importance de la participation de l'UE (Allemagne, France, Italie et reste de l'UE) à la dynamique des exportations. On remarque plus particulièrement le poids de l'Allemagne en 2006, qui a rarement été aussi élevé durant les 5 dernières années. La contribution de la rubrique « reste du monde » est également importante, signalant que la Suisse a en 2006 exporté également un grand nombre de marchandises dans le reste des pays d'Asie, au Canada, en Amérique du Sud, en Australie et dans beaucoup de pays du moyen orient.

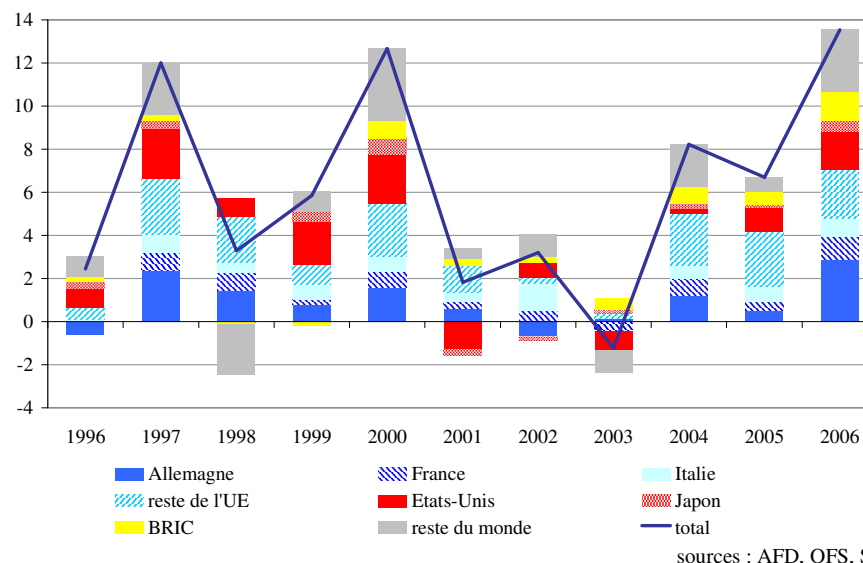
Les Etats-Unis et les grands marchés émergents que sont le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine (regroupés sous la dénomination des pays de la zone « BRIC ») ont joué un rôle déterminant durant les dernières années. La contribution des pays BRIC n'a pas cessé de s'étendre au cours des dernières années et avoisinait les 10% (de la croissance) entre 2004 et 2006. Ce résultat signifie que l'augmentation des exportations vers ces pays est proportionnellement plus élevée que leur part de 5% sur l'ensemble des exportations, ce que confirme le taux de croissance de 30% enregistré par exemple en 2006.

Quant à la contribution des Etats-Unis de ces dernières années, elle est plutôt modeste par rapport à celle enregistrée durant la 2<sup>e</sup> moitié des années 90. En 1999, près de 40% de la croissance des exportations de la Suisse étaient dus à l'augmentation des exportations vers les Etats-Unis. En 2004, ce n'était plus que 3%. L'amélioration qui a suivi en 2005 et 2006 n'a toutefois pas permis de retrouver la contribution de la fin des années 90. De nombreuses raisons peuvent justifier ces retournements. L'une d'entre elle serait l'évolution du cours de change. Pendant la 2<sup>nd</sup> moitié des années 90, le franc suisse s'est fortement déprécié face au dollar US, rendant les produits suisses meilleur marché aux Etats-Unis. A partir de 2002, il s'est à nouveau apprécié et a freiné sans doute l'expansion des exportations suisses vers ce marché.<sup>20</sup> Le regain de la conjoncture dans l'Union européenne joue certainement un rôle également important pour les contributions de l'ensemble de l'UE à la croissance des exportations suisses durant les dernières années et en 2006 surtout.

<sup>20</sup> Comme nous nous basons sur des chiffres nominaux pour le calcul des contributions à la croissance, l'influence du cours de change sur l'évolution des exportations est peu pertinente, car on peut considérer qu'il s'agit « seulement » d'un effet-prix (l'évolution du volume des exportations vers les USA ne nous est pas connue).

**graphique 41 : Suisse, exportations de marchandises**

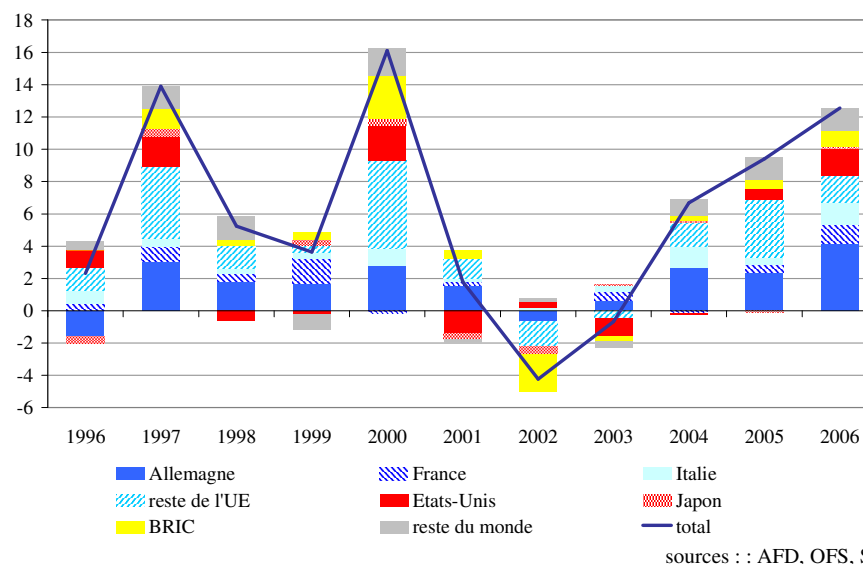
contributions à la croissance par région géographique et variations effectives en %, prix courants



La répartition régionale de la croissance des importations, illustrée par le, se distingue de celle des exportations par le fait que la prépondérance de l'UE y est encore plus imposante (80%). La contribution des pays BRIC et des États-Unis tourne autour du même ordre de grandeur et suit le même mouvement que pour les exportations. Dans l'ensemble, on constate que la part des importations du « reste du monde » reste très limitée.

**graphique 42 : Suisse, importations de marchandises**

contributions à la croissance par région géographique et variations effectives en %, prix courants



## Conclusion

2006 a vraiment été un millésime exceptionnel pour le commerce extérieur de la Suisse. Ce sont, d'une part, la bonne santé de l'économie mondiale et surtout la vigueur de la conjoncture européenne ainsi que, d'autre part, la forte croissance des exportations de produits chimiques et pharmaceutiques qui, au demeurant, ne dépend de loin pas de la conjoncture, qui ont été déterminantes. D'après les résultats de notre analyse, la compétitivité-prix n'a en revanche que faiblement contribué à de telles performances en matière d'exportations en 2006. A première vue, cela peut surprendre dans le contexte d'une dépréciation marquée du franc (en particulier par

rapport à l'euro), mais cela peut s'expliquer par les efforts qui ont été déployés dans de nombreux pays pour limiter la hausse des prix à l'exportation, ce qui limite les effets positifs de la dépréciation du franc suisse sur la compétitivité-prix.

Abstraction faite des conditions générales particulièrement favorables de l'année 2006, d'autres facteurs s'inscrivant dans des processus à plus long terme ont aussi profondément influencé cette évolution du commerce extérieur suisse. Il en va ainsi, et de manière générale depuis le milieu des années 90, de l'amélioration progressive et régulière de la compétitivité-prix (voir notre graphique 34), dont les sources principales ont été l'augmentation très restreinte des prix suisses à l'exportation et l'évolution favorable du cours de change du franc suisse. La tendance à l'appréciation qui a duré du début des années 80 (voir avant également) jusqu'aux environs du milieu des années 90 semble en effet avoir cessé. Complétée par une évolution favorable des prix à l'exportation, ces deux phénomènes ont apporté une contribution positive au développement des exportations depuis la seconde moitié des années 90.

Un autre processus de longue haleine est l'intégration de nouveaux pays dans les échanges internationaux, qui se manifeste par la montée en puissance des grands marchés émergents comme le Brésil, la Russie, l'Inde ou la Chine, dont la part sur l'ensemble des exportations suisses ne cesse de croître. Il faut encore y ajouter un aspect non négligeable : celui de la spécialisation sectorielle plus marquée de la Suisse, en termes d'exportations. Les branches de la chimie, de la pharmacie, des instruments de précision et des montres ont gagné encore davantage de terrain, en tant que secteurs porteurs de l'ensemble des exportations. En conséquences, ces industries ont également vu leurs avantages comparatifs progresser au cours de ces dernières années, ce qui n'a pas été le cas de l'industrie des machines-outils, dont la contribution nette au solde commercial semble diminuer régulièrement au fil du temps. Dans l'ensemble, l'année des « superlatifs » se laisse donc relativement bien expliquer, de même que l'accélération du dynamisme des exportations depuis le milieu des années 90.

## Relations commerciales avec les 12 nouveaux Etats membres de l'UE

### Introduction

Dans le cadre de son élargissement à l'Est, l'Union européenne (UE) est passée de 15 à 27 Etats membres au cours des trois dernières années. Le 1<sup>er</sup> mai 2004, ce fut l'adhésion de 10 pays (Estonie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovaquie, République tchèque, Hongrie, Chypre), suivis de la Bulgarie et de la Roumanie au début 2007.

Outre les grands marchés émergents que sont le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine (qu'on appelle aussi les BRIC), ces nouveaux Etats membres de l'UE représentent eux aussi des marchés à fort potentiel de développement qui les rend attractifs pour l'économie mondiale. Au cours des dix dernières années, ils ont fait preuve d'un rattrapage économique impressionnant, qui devrait se poursuivre à l'avenir. Leur intégration dans le commerce international a également beaucoup progressé depuis le début des années 90 et constitue le moteur principal de leur croissance économique si dynamique de ces régions. Les échanges commerciaux (commerce extérieur et investissements directs) se sont d'autant plus intensifiés entre les pays déjà membres de l'UE, ainsi que la Suisse, et les nouveaux Etats membres.

Cette contribution apporte une vue d'ensemble des différents aspects du commerce extérieur de la Suisse avec ces nouveaux Etats membres de l'UE et présente la position relative de la Suisse, comparée à celle de nos principaux voisins. L'évolution du commerce de marchandises se trouve au centre de notre analyse, quelques aspects des investissements directs sont également passés en revue.

Nous ne traitons pas en détail une question importante pour le commerce extérieur de la Suisse, à savoir quelles peuvent être les conséquences de l'élargissement à l'Est de l'Union Européenne sur l'évolution du cours de change de l'euro, notamment par rapport au franc suisse. A terme, les pays d'Europe centrale et orientale qui font partie de l'UE vont intégrer la zone euro, ils s'y sont engagés au moment de leur adhésion.<sup>21</sup> La question de savoir si l'expansion prévisible de la monnaie unique va renforcer ou affaiblir l'euro (notamment par rapport au franc suisse) reste ouverte et représente un thème spécial à part entière. On peut imaginer que les marchés financiers peuvent considérer, petit à petit, la plus grande hétérogénéité d'une zone euro élargie comme un inconvénient pour la monnaie unique, et le cours de change pourrait alors avoir tendance à baisser, du moins temporairement. A l'inverse, il se peut aussi que l'arrivée de pays en plein rattrapage économique, et donc en plein essor, entraîne un renchérissement de l'euro en termes réels. La relative faiblesse du poids économique des nouveaux membres, par rapport aux autres pays de l'UE, peut toutefois impliquer qu'en définitive les conséquences sur le cours de l'euro vont rester marginales.

Le texte que nous présentons, en grande partie descriptif, est structuré comme suit. Dans un premier temps, nous proposons un aperçu de la position et du développement économiques des nouveaux Etats membres de l'UE, ainsi que de leurs échanges économiques extérieurs. Ensuite, nous examinons dans le détail, et du point de vue de la Suisse, le développement du commerce extérieur avec les nouveaux pays membres de l'UE. Nous comparons également le développement de la Suisse à celui de ses voisins. Enfin, nous tirons quelques conclusions générales sur les différents aspects relevés dans les parties antérieures.

### Nouveaux Etats membres : position et développement économiques

<sup>21</sup> La Slovaquie est le premier de ces pays à être devenu membre de l'Union monétaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Apport de population considérable

Avec l'entrée des douze nouveaux Etats membres (ci-après dénommés les 12 nouveaux membres), la population de l'UE a augmenté de plus de 100 millions de personnes (de 380 à 480 millions d'habitants). Les 12 nouveaux membres représentent ainsi un bon cinquième de la population de l'UE élargie à 27 membres (tableau 5). A cet égard, près de 80% des habitants des nouveaux Etats membres vivent dans les quatre plus grands pays en termes de population que sont la Pologne, la Roumanie, la République tchèque et la Hongrie.

Au vu de leur taille économique globale, le poids des nouveaux Etats membres reste encore modeste eu égard à leur population (tableau 5). Ainsi, en 2005, le produit intérieur brut (PIB) agrégé des 12 nouveaux pays membres atteignait seulement 6% de celui de l'ensemble de l'UE, ce qui les place, en termes de poids économique, entre l'Espagne et les Pays-Bas. En tant que pays le plus important, la Pologne a généré à cette époque un PIB du même niveau que celui de l'Autriche pour une population presque cinq fois plus nombreuse. Si on utilisait des données corrigées des différences de pouvoir d'achat sur le PIB dans le cadre d'une comparaison, on obtiendrait certes un poids plus élevé pour les 12 nouveaux membres à cause de leur niveau de prix relativement bas. Leur part dans le PIB de l'Europe des 27 doublerait quasiment, passant de 6 à 11%.

**tableau 5 : UE, comparaison entre populations et parts dans le PIB**

parts en % dans la population totale et dans le PIB global de l'Europe des 27 en 2005

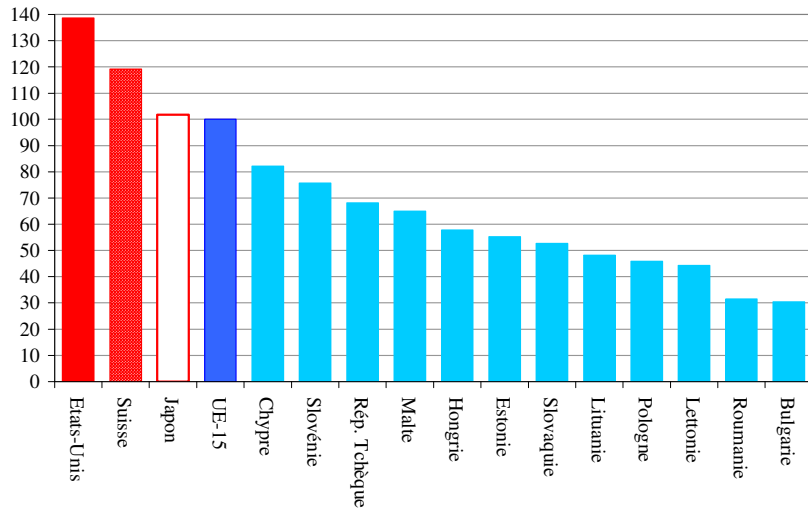
Population		PIB (à prix courants)	
<b>ensemble de l'UE des 15</b>	<b>78.8%</b>	<b>ensemble de l'UE des 15</b>	<b>94.0%</b>
Allemagne	16.8%	Allemagne	20.5%
France	12.8%	Royaume-Uni	16.4%
Royaume-Uni	12.3%	France	15.6%
Italie	11.9%	Italie	12.9%
Espagne	8.5%	Espagne	8.3%
Pays-Bas	3.3%	Pays-Bas	4.6%
autres pays de l'UE des 15	13.2%	autres pays de l'UE des 15	15.7%
<b>12 nouveaux membres de l'U</b>	<b>21.2%</b>	<b>12 nouveaux membres de l'UE</b>	<b>6.0%</b>
Pologne	7.8%	Pologne	2.2%
Roumanie	4.4%	Rép. Tchèque	0.9%
Rép. Tchèque	2.1%	Hongrie	0.8%
Hongrie	2.1%	Roumanie	0.7%
autres nouveaux membres	4.8%	autres nouveaux membres	2.1%

source: Eurostat

Le revenu moyen par habitant dans les 12 nouveaux Etats membres est nettement inférieur à celui de l'Europe des 15

Le retard économique des nouveaux Etats membres, qui demeure encore important, se traduit également par le niveau relativement bas de leur revenu par habitant (). En 2005, le PIB par habitant en données corrigées des différences de pouvoir d'achat dans l'ensemble des nouveaux Etats membres était bien inférieur au PIB moyen de l'Europe des 15. Le PIB moyen par habitant dans les 12 nouveaux pays membres n'atteignait pas la moitié du PIB moyen de l'Europe des 15 en 2005. L'écart est encore plus grand par rapport aux PIB par habitant des Etats-Unis, respectivement de la Suisse. A cet égard, il convient de noter également les fortes disparités de revenus au sein même du groupe des 12 nouveaux membres. Tandis que Chypre, considéré comme étant le pays comparativement le plus riche des 12 nouveaux membres, se situe à 82% du revenu moyen par habitant de l'Europe des 15, les plus pauvres, Bulgarie et Roumanie, ne se situent qu'à 30% du niveau moyen européen (moyenne des 15). Même la Pologne, pourtant le plus grand Etat des 12 nouveaux membres, atteint à peine les 50% de la moyenne de l'UE des 15. Il est clair que de grandes disparités existent également au sein de l'UE des 15 (le Portugal et l'Irlande étant les deux extrêmes les plus éloignées ; le Portugal affichait en 2005 un pays par habitant de 65,7 (moyenne européenne indiquée à 100) et l'Irlande de 128,4). Par ailleurs, on peut aussi constater que le niveau du PIB par habitant des nouveaux Etats membres les plus prospères a déjà atteint, voire dépassé, celui des pays d'autres pays de l'UE des 15, comme la Grèce (77,7) ou Portugal (65,7).

**graphique 43 : UE, PIB par habitant en PPA (parité de pouvoir d'achat)**  
Europe des 15 = 100

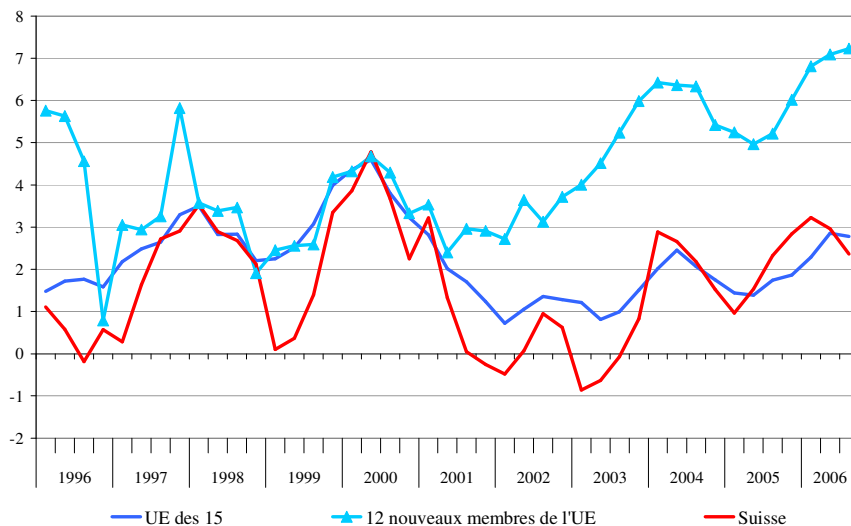


source: Eurostat

Croissance très robuste et dynamique dans les nouveaux Etats membres

Le processus de rattrapage économique avance à grands pas dans les 12 nouveaux pays membres de l'UE. Après avoir traversé une phase de récession parfois importante à la suite de l'effondrement du communisme en 1989, et une longue période de transition de l'économie planifiée vers l'économie de marché, les nouveaux membres d'Europe centrale et orientale se sont installés désormais dans une dynamique de croissance de plus en plus soutenue. Au cours des dix dernières années, le taux de croissance réel moyen des 12 nouveaux membres s'est élevé à 4,3% par année, soit à un niveau supérieur de deux bons points de pourcentage à celui de l'Europe des 15 (2,2%) et supérieur de deux points et demi de pourcentage à celui de la Suisse (1,6%) (). Depuis 2002, cette croissance semble s'est encore accélérée.

**graphique 44 : UE des 15, nouveaux Etats membres, Suisse, croissance économique**  
variations en % par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, PIB à prix constants



source: Eurostat



Croissance générée par l'augmentation de la productivité, surtout suite à la hausse du stock de capital et à la diffusion du progrès technique

D'après les statistiques et les commentaires de la Commission européenne<sup>22</sup> (pour les dix pays entrés dans l'UE le 1<sup>er</sup> mai 2004), ce rythme de croissance supérieur à la moyenne depuis dix ans s'explique surtout par les gains de productivité élevés réalisés dans les nouveaux Etats membres, grâce à l'augmentation fulgurante des stocks de capitaux, ainsi qu'à la diffusion du progrès technique. La contribution du facteur travail à la croissance se révèle par contre bien plus négative. Les performances sur le marché du travail dans les nouveaux Etats membres représentent en effet le point faible de la dernière décennie. Même durant les années les plus récentes, où la croissance a été particulièrement forte, l'emploi a encore beaucoup diminué et, depuis 2002, le chômage structurel semble avoir continué de progresser.

Le processus de rattrapage économique devrait durer encore longtemps

Les investissements directs étrangers ont joué un rôle important dans la constitution des stocks de capitaux qui a eu lieu dans les 12 nouveaux pays membres de l'UE. Depuis la seconde moitié des années 90, des transferts financiers massifs affluent dans ces pays, suite à la privatisation des entreprises d'Etat. En 2004, les investissements directs étrangers y atteignaient 40% du PIB, se rapprochant sensiblement du niveau enregistré dans l'Europe des 15 (45%).

Comme évoqué plus haut, malgré un taux de croissance économique très élevé, la plupart des 12 nouveaux membres de l'UE demeurent très loin derrière les pays de l'Europe des 15, en termes de PIB par habitant et également, par conséquent, de revenu. Il faudra du reste encore beaucoup d'années, avant que ce fossé ne soit comblé. Si, en termes de taux de croissance, les 12 nouveaux membres parvenaient à maintenir leur avance de deux points de pourcentage par an sur les 15 « anciens » membres de l'UE, il leur faudra alors environ encore 35 ans jusqu'à ce qu'ils atteignent le niveau de PIB moyen par habitant des 15 anciens membres de l'UE. Or, le maintien d'un tel écart de taux de croissance sur une longue période n'est de loin pas garanti. Au sein de l'UE, l'Irlande est un exemple historique de belle réussite dans le maintien, sur une longue durée, d'un processus de redressement économique soutenu depuis son entrée dans l'UE en 1973. Par contre, d'autres exemples (Espagne, Grèce, Portugal) s'avèrent être moins convaincants. A long terme, la structure démographique relativement défavorable constatée dans les 12 nouveaux membres (processus de vieillissement de la population déjà avancé, démographie en stagnation) pourrait constituer un frein à la croissance économique pour la plupart d'entre eux. Il n'en demeure pas moins qu'on peut sans doute s'attendre à relever dans ces pays un taux de croissance moyen à celui de l'Europe des 15 pour plusieurs années encore, même si l'ampleur de cette différence reste encore incertaine.

Grande ouverture sur l'extérieur

Les nouveaux Etats membres de l'UE étant majoritairement des petites économies ouvertes sur l'extérieur, le commerce extérieur y occupe une place prépondérante. La part du commerce extérieur de biens et de services (exportations plus importations) dans le PIB des 12 nouveaux membres dépasse en moyenne les 100% (107% en 2005). Elle est donc largement supérieure non seulement à la moyenne recensée dans l'Europe des 15 (72%), mais également à celle constatée en Suisse (89% en 2005<sup>23</sup>). La part du commerce extérieur dans le PIB est particulièrement élevée dans certains tout petits pays comme l'Estonie qui détient le record avec 166%, mais aussi dans des pays comparativement plus grands comme la République tchèque (142%) et la Hongrie (134%), qui font preuve d'une ouverture au commerce international supérieure à la moyenne. D'autres nouveaux membres de l'UE, par contre, sont plus fermés et affichent une ouverture au commerce inférieure à la moyenne, comme par exemple la Pologne notamment, avec un taux des exportations et des importations sur le PIB de 73%.

Europe des 15: partenaire commercial prépondérant

La répartition régionale des échanges commerciaux (commerce de marchandises) des nouveaux Etats membres (hormis la Bulgarie et la Roumanie) (tableau 6) révèle la domination sans partage de l'Europe des 15. Ainsi, en moyenne, 63,1% des exportations de marchandises des 10 nouveaux membres sont exportées vers l'Europe des 15 et 63,6% de leurs importations de marchandises sont importées de cette même région. Pour ces 10 nouveaux pays membres de l'UE, les échanges commerciaux avec les 15 sont bien plus importants que ceux qu'ils peuvent avoir

<sup>22</sup> Commission européenne, May 2006, *Enlargement, two years after: an economic evaluation*", Occasional Paper No. 24.

<sup>23</sup> En raison de « l'année des superlatifs » pour l'évolution du commerce extérieur de la Suisse, en 2006 la quote-part des exportations et des importations sur le PIB avoisine les 100%.

entre eux. Les exportations des 10 nouveaux pays membres entre eux ne représentent que 13,3% du total de leurs exportations. De même pour leurs importations, la quote-part en provenance d'autres pays du groupe des 10 nouveaux membres représentent 12,3 % du total. Cette orientation du commerce extérieur très dirigée vers l'Europe des 15 reflète les progrès notables de l'intégration économique entre anciens et nouveaux Etats membres de l'UE, ainsi que la recherche de produits à plus haute technologie. Cette ouverture vers l'UE des 15 a commencé après la chute du communisme et s'est poursuivie en s'intensifiant durant les années 90, dans le cadre des accords formels de libre-échange entre l'Europe des 15 et les pays candidats à l'adhésion.

L'Allemagne au tout premier rang

Parmi les différents partenaires commerciaux, c'est l'Allemagne qui se situe au tout premier rang et qui prédomine (voir tableau 6). De par sa taille et en partie en raison de sa position géographique, elle couvre plus du quart des échanges commerciaux des nouveaux pays membres de l'UE, et ce tant pour les exportations que pour les importations. Les autres grands pays de l'Europe des 15 ainsi que l'Autriche suivent assez loin derrière. En dehors de l'UE, les principaux marchés d'exportation sont la Russie et les Etats-Unis. Du côté des importations, la Russie occupe même la deuxième place en raison notamment des importations d'énergie. La Chine n'est pas en reste et les importations chinoises ne sont pas négligeables dans le commerce à l'importation des 10 nouveaux pays membres.

La Suisse nettement distancée

A l'opposé, les échanges commerciaux entre les nouveaux Etats membres et la Suisse sont encore très modestes en termes de volume. En 2005, en moyenne 1% des exportations de marchandises des dix nouveaux membres allaient vers la Suisse et à peine 1% de leurs importations provenaient de notre pays. Ce schéma global peut s'appliquer plus ou moins à chacun des nouveaux pays membres pris isolément. L'écart entre celui ayant la plus petite part d'exportation vers la Suisse (Chypre avec 0,2%) et celui ayant la plus grande part (la Lettonie avec 1,6%), reste relativement modeste.

**tableau 6** : nouveaux Etats membres, répartition géographique des exportations et des importations de marchandises

parts en % du total, année 2005

exportations		importations	
Allemagne	27.6%	Allemagne	28.4%
Italie	5.6%	Russie	8.6%
France	5.6%	Italie	6.5%
Royaume-Uni	4.9%	Pays-Bas	5.2%
Autriche	4.4%	France	5.0%
Pays-Bas	3.6%	Autriche	4.9%
Russie	3.2%	Chine	3.7%
USA	2.8%	Royaume-Uni	2.9%
Espagne	2.5%	Belgique	2.8%
Belgique	2.4%	Suède	2.1%
Suède	2.4%	Espagne	1.9%
Danemark	1.4%	Japon	1.7%
Finlande	1.4%	Finlande	1.7%
Suisse	1.0%	USA	1.4%
Chine	0.5%	Danemark	1.2%
Grèce	0.5%	Suisse	0.9%
Portugal	0.4%	Grèce	0.5%
Japon	0.4%	Irlande	0.4%
Irlande	0.4%	Brésil	0.3%
Inde	0.2%	Inde	0.2%
Brésil	0.2%	Portugal	0.2%
reste du monde	15.4%	reste du monde	7.3%
<i>au sein des 10 nouveaux membres</i>	<i>13.3%</i>	<i>au sein des 10 nouveaux membres</i>	<i>12.3%</i>
<b>total</b>	<b>100.0%</b>	<b>total</b>	<b>100.0%</b>
dont UE-15	63.1%	dont UE-15	63.6%

source : Eurostat

Machines-outils, principal secteur d'exportation

La structure par produit du commerce extérieur de marchandises des dix nouveaux membres (tableau 7) montre la prépondérance du secteur « machines et matériel de transport », qui constitue une bonne moitié des exportations de marchandises totales, suivi par les autres biens industriels, qui occupent également une place très importante. La composition des importations présente la même structure, avec en plus les produits chimiques et minéraux, dont la quote-part était d'environ 12% en 2005..

**tableau 7 :** nouveaux Etats membres, répartition par produit des exportations et des importations de marchandises

parts en % du total, année 2005, nomenclature CTCI, 9 groupes principaux<sup>24</sup>

	exportations	importations
Produits alimentaires et animaux vivants	4.9%	4.1%
Boissons et tabacs	0.7%	0.6%
Matières premières (à l'excl. des denrées alim. et des carburants)	3.1%	2.4%
Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	3.7%	10.1%
Huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale	0.1%	0.2%
Produits chimiques et produits connexes, n.d.a.	5.3%	11.9%
Articles manuf. classés principalement d'après la matière première	17.9%	18.1%
Machines et matériel de transport	50.4%	41.7%
Articles manufacturés divers	13.5%	9.6%
Articles et transactions non classés ailleurs dans la CTCI	0.3%	1.2%
<b>total</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>

source: Eurostat

**Commerce de marchandises entre la Suisse et les nouveaux Etats membres de l'UE**

Comme mentionné précédemment, la Suisse joue en tant que partenaire commercial un rôle de second ordre pour les 12 nouveaux membres, mais en est-il de même côté suisse ? Quelle est l'importance relative des 12 nouveaux pays membres pour le commerce extérieur de la Suisse ? Pour répondre à cette question, nous analysons plus en détail différents aspects des échanges de marchandises avec les nouveaux Etats membres de l'UE<sup>25</sup>.

Presque rien au départ,...

Le tableau 8 présente la répartition géographique des exportations et importations suisses en 1995 et en 2005. Comme on peut s'y attendre, la part des nouveaux Etats membres de l'UE est très modeste par rapport à celle de l'Europe des 15 ou des Etats-Unis par exemple. Elle reste inférieure à 5%, comme celle des pays BRIC<sup>26</sup>. Pourtant, conclure que les 12 nouveaux Etats membres de l'UE occupent une position de faible valeur pour le commerce extérieur de la Suisse serait prématuré. Il s'agit tout d'abord de marchés en plein essor, avec un énorme potentiel de croissance, et la Suisse réalise avec ces pays un excédent commercial relativement important, comme nous le verrons par la suite.

**tableau 8 :** Suisse, commerce extérieur de marchandises par région

parts totales en % en 1995 et en 2005

exportations	1995	2005	importations	1995	2005
UE15	62.5%	59.7%	UE15	79.8%	78.0%
12 nouveaux membres de l'UE	2.3%	3.4%	12 nouveaux membres de l'UE	1.0%	2.4%
Etats-Unis	8.6%	10.8%	Etats-Unis	6.2%	5.3%
BRIC	2.8%	4.7%	BRIC	2.3%	3.6%
reste du monde	23.9%	21.4%	reste du monde	10.6%	10.7%
<b>total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

source : AFD

<sup>24</sup> Classification type pour le commerce international (CTCI), source: Eurostat, banque de données COMEXT

<sup>25</sup> Nous utilisons pour la présentation graphique et les tableaux, sauf mention contraire, les données de l'Administration fédérale des Douanes (AFD), valeurs nominales selon le total 2 (y compris les métaux précieux, les pierres de gemmes, les objets d'art et les antiquités).

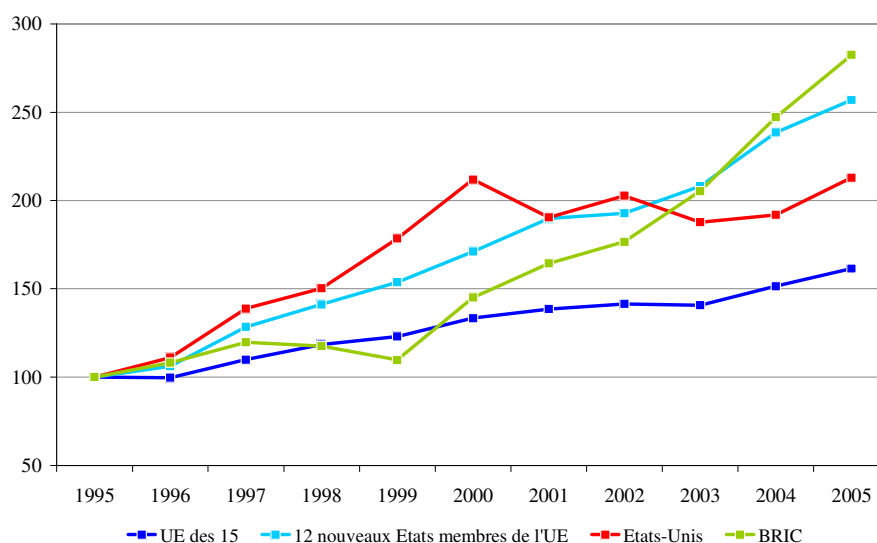
<sup>26</sup> Rappel : les pays de la zone du « BRIC » sont le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine.

... mais une croissance fulgurante

Le potentiel de croissance important que représente les 12 nouveaux pays membres de l'UE est clairement illustré par l'évolution des dernières années. Le graphique 45 présente l'évolution de la répartition du commerce extérieur de la Suisse par région. Ainsi, les exportations de marchandises suisses vers les 12 nouveaux membres ont fait bien plus que doubler entre 1995 et 2005 (+160%) et ont donc beaucoup plus augmenté que les exportations vers l'Europe des 15 et celles vers les Etats-Unis (voir les différentes évolutions sous forme d'indice dans le graphique 45). Mais ce sont néanmoins les exportations de marchandises suisses vers les pays de la zone BRIC qui se sont le plus accrues pendant cette période (+183%). Du côté des importations, le commerce extérieur de la Suisse avec les 12 nouveaux adhérents a fait preuve d'un dynamisme encore plus grand que du côté des exportations (graphique 46). Depuis 1995, les importations de marchandises provenant des 12 nouveaux arrivants ont été presque multipliées par quatre et ont cru nettement plus rapidement que celles provenant non seulement de l'Europe des 15 et des Etats-Unis, mais également des pays BRIC.

**graphique 45** : Suisse: évolution des exportations par région

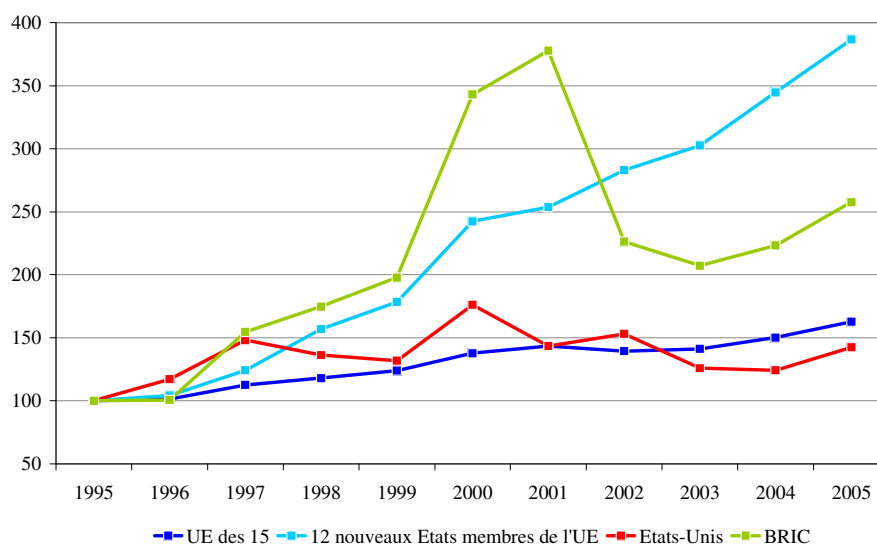
indice 1995=100, à prix courants



source : AFD

**graphique 46** : Suisse: évolution des importations par région

indice 1995=100, à prix courants

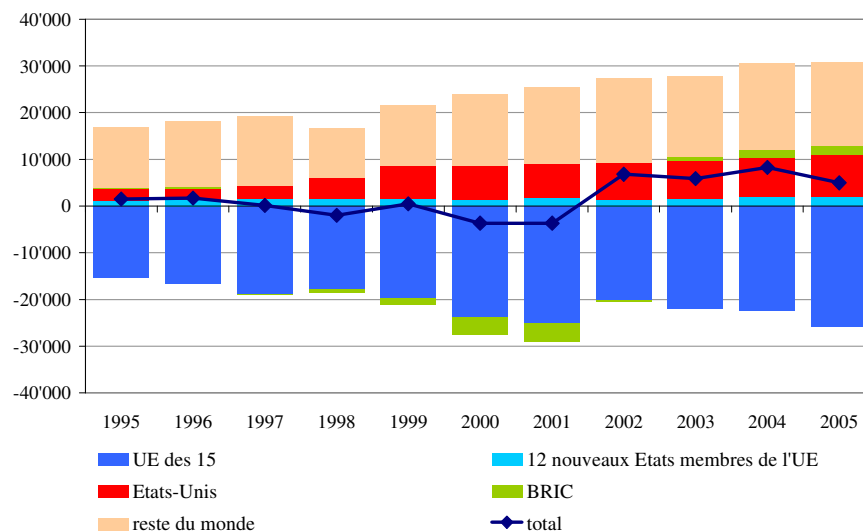


source : AFD

Progression de l'excédent de la balance du commerce extérieur avec les 12 nouveaux Etats membres de l'UE

Bien que les importations suisses de marchandises provenant des 12 nouveaux Etats membres de l'UE aient beaucoup plus augmenté que les exportations suisses vers cette région, le niveau, en francs suisses, des importations reste nettement inférieur à celui des exportations. La Suisse a donc vu son excédent commercial vis-à-vis de ce groupe de pays se maintenir et même progresser légèrement au cours de ces dernières années (près de 1,8 milliard de francs suisses en 2005). Comme l'indique le graphique 47, les 12 nouveaux membres de l'UE ont contribué, avec les Etats-Unis et d'autres régions du monde, à ce que la balance commerciale de marchandises de la Suisse soit globalement excédentaire, malgré un lourd déficit des échanges commerciaux de la Suisse avec l'Europe des 15.

**graphique 47 : Suisse, soldes de la balance commerciale de marchandises par région**  
prix courants, en milliers de francs



source : AFD

Analyse de la structure du commerce de marchandises

Nous détaillons dans les prochains paragraphes la structure du commerce extérieur de marchandises entre la Suisse et les 12 nouveaux Etats membres. A l'aide du graphique 48 et du graphique 49, on peut distinguer les poids relatifs des différentes rubriques des exportations et des importations de la Suisse, par région, en 1995 et en 2005. Cette répartition par type de produits exportés et importés met en évidence d'une part, les particularités du commerce de la Suisse avec les 12 nouveaux Etats membres de l'UE et d'autre part quelques changements qui ont eu lieu durant la dernière décennie.

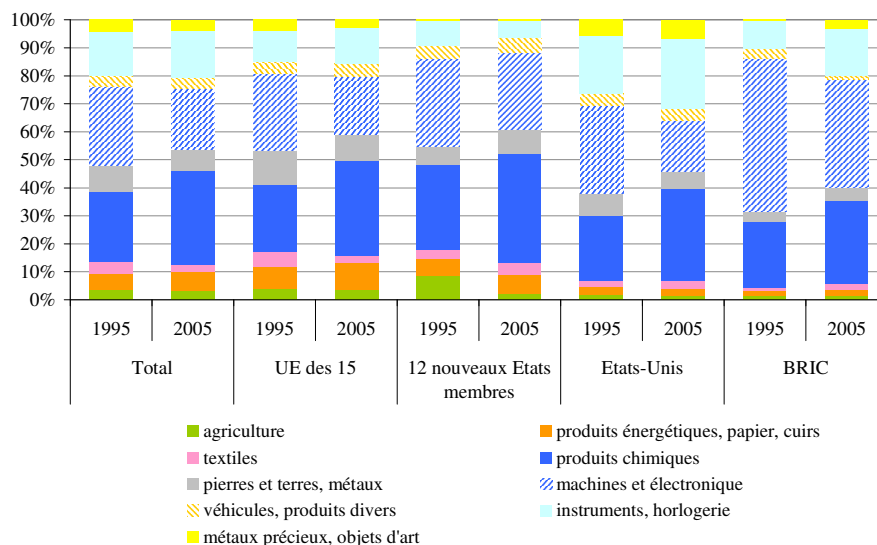
Relative homogénéité de la structure des exportations de la Suisse, par région géographique

Les exportations suisses de marchandises sont dans l'ensemble massivement dominées par les trois grands groupes que constituent les substances chimiques (dont environ 75% est composée des produits pharmaceutiques), les machines-outils et l'électronique ainsi que les instruments de précision (technique et technologie médicales), les montres et l'horlogerie. En 2005, ces rubriques couvraient quasiment les trois quarts des exportations totales qui expliquaient pratiquement l'ensemble ce la croissance des exportations. Cette concentration sur les trois branches traditionnellement exportatrices de l'économie suisse se vérifie pour toutes les régions géographiques, dans une plus ou moins grande mesure (graphique 48).

...mais relativement peu d'exportations de montres et de produits de précision vers les 12 nouveaux pays membres de l'UE

En 2005, 72% des exportations suisses vers les nouveaux Etats membres de l'UE concernaient des produits appartenant aux trois principaux secteurs mentionnés précédemment. Les produits chimiques et pharmaceutiques (avec 38% contre 33% sur la totalité des exportations) ainsi que les machines-outils et l'électronique (avec 27% contre 22% sur la totalité des exportations) sont légèrement surreprésentés, tandis que les instruments de précision et les montres sont nettement sous-représentés (avec 6% contre 17% sur la totalité des exportations). Ce dernier point contraste fortement avec les exportations de la Suisse vers les USA et la zone BRIC, dans lesquelles les instruments de précision et les montres occupent une place prépondérante (25% pour les USA et 17% pour les pays BRIC).

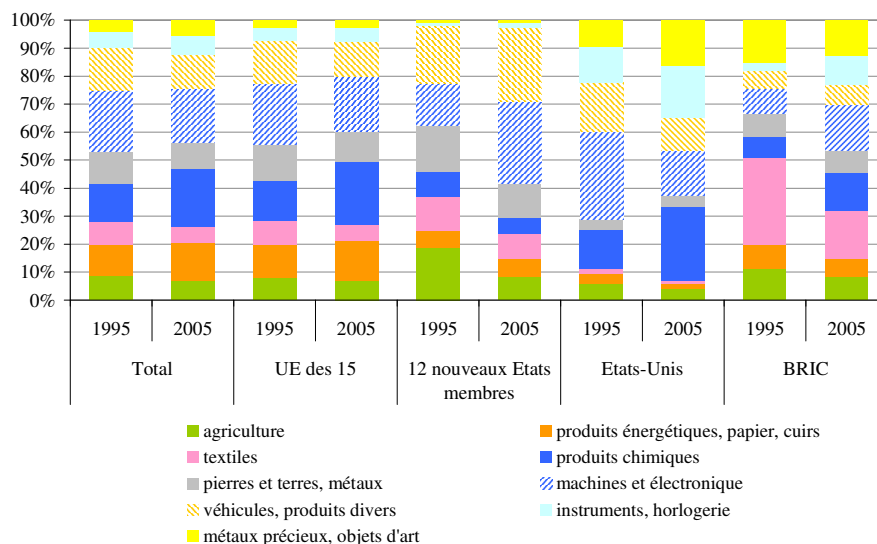
**graphique 48 : Suisse: structure des exportations de marchandises par région**  
parts en % en 1995 et en 2005, prix courants



source : AFD

Le total des importations de la Suisse est plus diversifié que le total des exportations, comme une comparaison du graphique 48 et du graphique 49 pour la rubrique « total » le mettrait en évidence. Pour les importations en provenant des 12 nouveaux membres de l'U, les machines-outils, l'électronique, ainsi que des véhicules à moteur (et notamment des voitures) sont surreprésentés. En revanche, les produits chimiques et les instruments de précision sont sous-représentés dans les importations en provenance des 12 nouveaux membres de l'UE, alors qu'ils jouent un rôle prépondérant, par exemple dans les importations provenant des Etats-Unis et des pays de la zone BRIC.

**graphique 49 : Suisse: structure des importations de marchandises par région**  
parts en % en 1995 et en 2005, prix courants

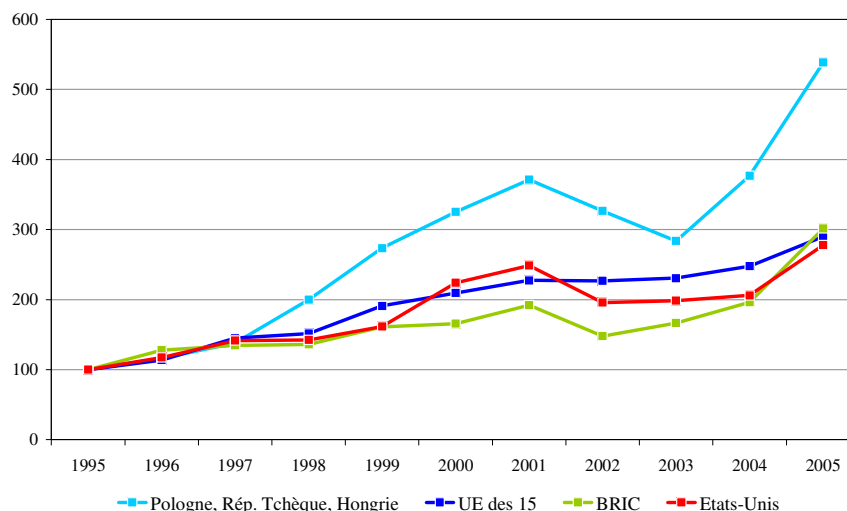


source : AFD

Les **investissements directs** suisses dans les nouveaux Etats membres de l'UE augmentent très rapidement...

Les investissements directs à l'étranger, et notamment vers les 12 nouveaux membres de l'UE, représentent un volet important des échanges commerciaux de la Suisse avec cette région<sup>27</sup>. Les investissements directs suisses en Pologne, dans la République tchèque et en Hongrie<sup>28</sup> se sont plus que multipliés par cinq de 1995 à 2005. Cette croissance a été bien plus élevée que celle des investissements directs effectués dans l'Europe des 15 ou aux Etats-Unis, et également plus forte que les investissements dans les pays de la zone BRIC (graphique 50).

**graphique 50** : Suisse: investissements directs à l'étranger, par région  
indice 1995=100, prix courants



source : BNS

... mais représentent encore des parts réduites dans le total des investissements à l'étranger

Comme dans le cas des échanges de marchandises, l'expansion des investissements directs de la Suisse dans les nouveaux Etats membres de l'UE durant les 10 dernières années a eu lieu à partir d'un niveau très bas. Le graphique 50 met en évidence que les investissements directs dans les grands pays de l'Est devenus membres de l'UE ne représentent toujours qu'une infime partie de l'ensemble des montants investis directement à l'étranger par la Suisse. Leur part est passée de 0,9 à 1,5% entre 1995 et 2005 et demeure largement inférieure à celle des montants investis dans les pays BRIC, sans parler des investissements dans l'Europe des 15 et aux Etats-Unis.

**tableau 9** : Suisse: investissements directs par région

quotes-parts en % du total, prix courants

	1995	2005
Pologne, Rép. Tchèque, Hongrie	0.9%	1.5%
UE des 15	47.9%	40.7%
BRIC	3.1%	2.7%
Etats-Unis	24.7%	20.1%
reste du monde	21.3%	33.4%
<b>total</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>

source : BNS

### Positionnement de la Suisse en comparaison européenne

Après avoir présenté quelques aspects du commerce extérieur de marchandises et des ordres de grandeur des investissements directs de la Suisse dans les nouveaux pays membres de l'UE, un positionnement relatif de la Suisse par rapport à quelques pays voisins nous permet de compléter notre premier tableau.

<sup>27</sup> Faute de données disponibles, nous n'avons pas pu analyser le commerce de services de la Suisse avec les nouveaux pays membres de l'UE.

<sup>28</sup> Ces trois pays, sur lesquels portent la plupart des données dont on dispose, concentrent plus de 80% des investissements directs de la Suisse dans les pays d'Europe de l'Est faisant partie de l'UE.



Remarque préliminaire au sujet de « l'effet de structure » et de « l'effet de performance »

Dans les paragraphes qui suivent, nous présentons plusieurs graphiques mettant en évidence les exportations ou les importations de la Suisse vers les nouveaux pays membres de l'UE, et nous les comparons aux mêmes importations et exportations de l'Allemagne, de l'Autriche, de la France et de l'Italie. Dans la littérature sur le commerce international, il est usuel dans le cadre de telles comparaisons, de distinguer ce qu'on appelle un « effet de structure » d'un « effet de performance ». Les exportations de la Suisse vers les nouveaux pays membres de l'UE pourraient par exemple afficher un taux de croissance moyen bien plus faible que les exportations de l'Allemagne, de l'Autriche, de la France ou de l'Italie vers ces mêmes pays, uniquement en raison d'un effet de structure. Nous entendons par là, que si la Suisse par exemple possédait la même structure de produits pour ses exportations que l'Allemagne, les différences des taux d'évolution moyen des exportations disparaîtraient (l'effet de performance serait dans ce cas nul). A l'inverse, si la Suisse et l'Autriche par exemple, devaient avoir exactement la même structure de leurs exportations par type de produits (ce qui n'est pas le cas), et qu'une différence significative entre les taux moyens d'évolution des exportations vers les 12 nouveaux pays membres était constatée, on pourrait parler d'un effet de performance en faveur de l'Autriche et de l'absence relative d'effet de structure. Une analyse empirique de la distinction des effets de structure et de performance nécessite souvent l'utilisation d'une nomenclature détaillée, ce que nous n'avons pas fait dans le cadre de ce thème spécial. Dans les paragraphes qui suivent, nous ne distinguons plus les effets de structure et ceux de performance, mais nous devons garder à l'esprit qu'ils peuvent jouer un rôle non négligeable<sup>29</sup>.

Quote-part des 12 nouveaux Etats membres modeste dans le commerce Suisse, surtout en comparaison à l'Autriche et à l'Allemagne

En comparaison avec d'autres pays voisins, la quote-part des 12 nouveaux Etats membres de l'UE dans le commerce de marchandises de la Suisse reste très modeste (tableau 10). En 2005, la quote-part en Suisse des exportations vers les 12 nouveaux Etats membres s'élevait à 3,4%<sup>30</sup>, elle était dépassée de peu par la France (4,3%), puis par l'Italie (7,9%) et l'Allemagne (9,7%). L'Autriche affiche une quote-part d'exportation relativement élevée, de l'ordre de 15% du total. Du côté des importations, le même constat peut être tiré. Dans les importations de l'Autriche et de l'Allemagne, la quote-part des 12 nouveaux membres est de plus de 10%. L'Italie et la France viennent ensuite avec des quotes-parts respectives de 6,0% et de 3,5%, suivie enfin par la Suisse avec une quote-part de 2,4% en 2005.

Le dynamique de croissance des exportations de la Suisse dans ces mêmes pays est également inférieure à la dynamique que l'on observe en Allemagne, en France, en Italie ou en Autriche (graphique 51). Côté importations, une certaine nuance doit être apportée. En effet, les importations suisses de produits provenant des 12 nouveaux Etats membres affichent une dynamique légèrement supérieure à la moyenne des pays voisins (graphique 52).

**tableau 10** : Suisse et pays voisins : part des 12 nouveaux Etats membres de l'UE dans le commerce de marchandises

parts en % du total, à prix courants

	Autriche	Allemagne	France	Italie	Suisse
<b>exportations</b>					
12 nouveaux membres de l'UE 1995	11.3%	5.9%	1.9%	4.7%	2.3%
12 nouveaux membres de l'UE 2005	14.5%	9.7%	4.2%	7.9%	3.4%
<b>importations</b>					
12 nouveaux membres de l'UE 1995	6.5%	6.2%	1.6%	3.7%	1.0%
12 nouveaux membres de l'UE 2005	11.5%	10.2%	3.5%	6.0%	2.4%

source : Eurostat

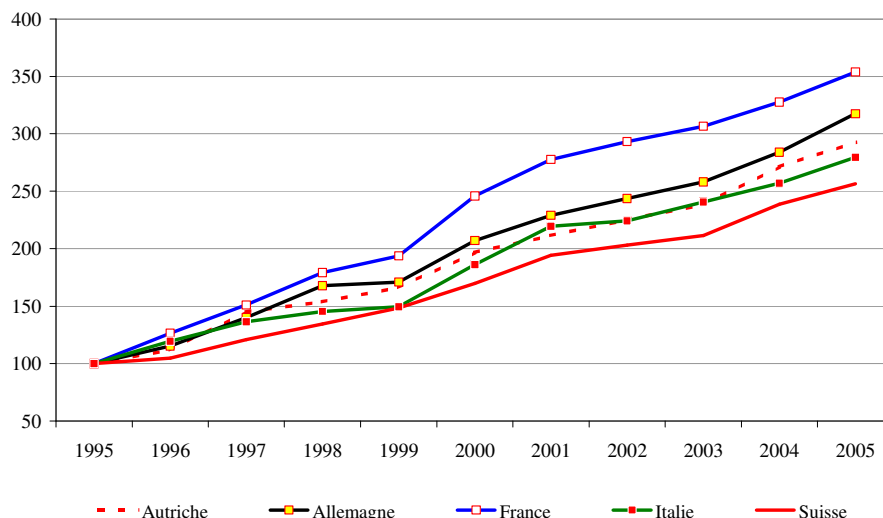
<sup>29</sup> Une analyse des données mises à disposition par Eurostat (banque de données COMEXT) pour les exportations de l'Allemagne et de la Suisse vers la Pologne, ne nous a toutefois pas permis de dégager un effet de structure prédominant, qui pourrait expliquer en grande partie la différence importante des taux d'évolution moyens des exportations suisses et allemandes vers la Pologne, mais il est vrai, nous avons tester ces effets à l'aide de nomenclature déjà très agrégées.

<sup>30</sup> Il s'agit d'un rappel, puisque ce chiffre figure déjà dans le tableau 8.



**graphique 51** : Suisse et pays voisins : évolutions des exportations vers les 12 nouveaux Etats membres de l'UE

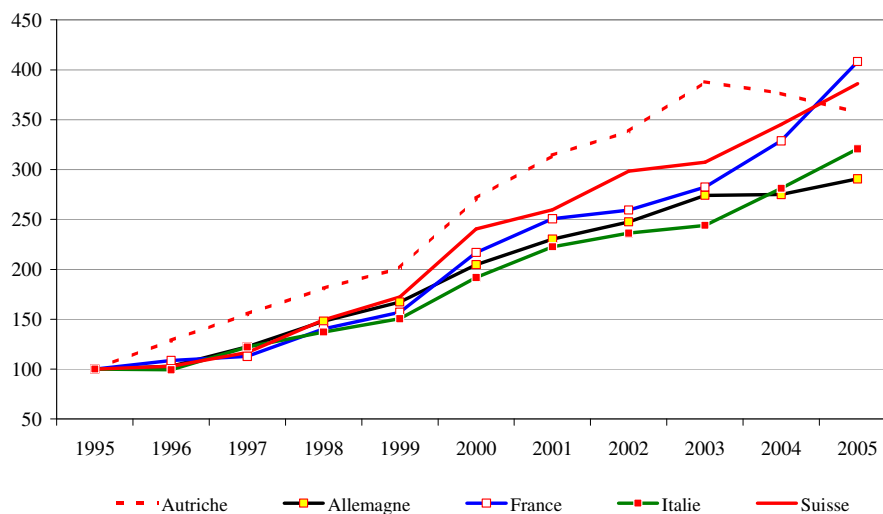
indice 1995=100, prix courants, valeurs en euros



sources : AFD, Eurostat

**graphique 52** : Suisse et pays voisins : évolutions des importations en provenance des 12 nouveaux Etats membres de l'UE

indice 1995=100, prix courants, valeurs en euros



sources : AFD, Eurostat

La position également plus faible de la Suisse en matière d'investissements directs dans les 12 nouveaux Etat membres de l'UE

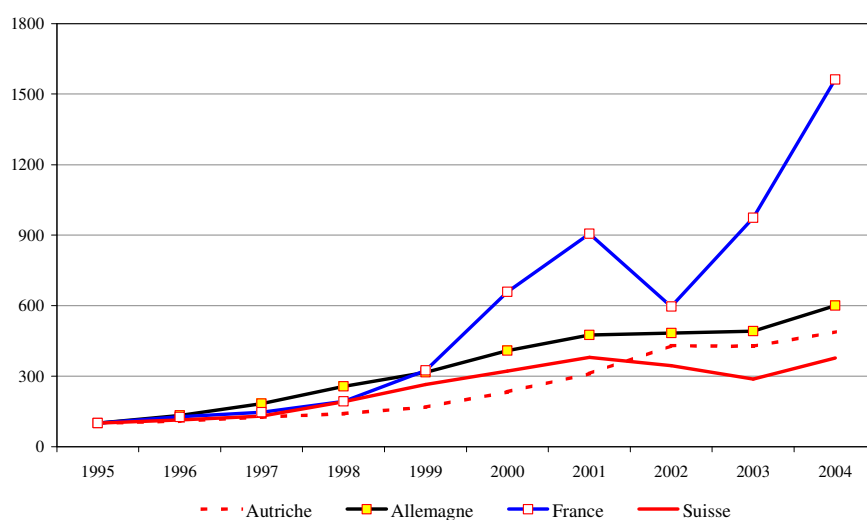
De même que pour le commerce de marchandises, le positionnement relatif de la Suisse en matière d'investissements directs dans les nouveaux Etats membres indique une présence encore modeste. En 2004<sup>31</sup>, la Suisse a investi 3,7 milliards d'euros (soit 1,3% du montant total investi à l'étranger) en Pologne, dans la République tchèque et en Hongrie, contre 10,3 milliards pour l'Autriche (soit 20,6% du montant total investi à l'étranger). L'Allemagne et la France ont investi durant la même période respectivement 5,3% de l'ensemble de leurs investissements directs à l'étranger en Pologne, République tchèque et Hongrie (30,7 mrds d'euros) et 3,2% (20,3 mrds d'euro). Quant à l'Italie, elle se situe à un niveau correspondant à celui de la Suisse, avec 1,4% du total des investissements à l'étranger (2,9 milliards d'euros).

<sup>31</sup> Des valeurs plus récentes que 2004 n'étaient pas disponibles pour l'Autriche, l'Allemagne et la France, lors de la rédaction de ce thème spécial (hiver 2006/2007).

Pour ce qui concerne la dynamique d'évolution des investissements directs dans les 12 nouveaux Etats membres, une image également similaire à celle déjà présentée précédemment pour le commerce de marchandises se dégage. L'évolution des investissements directs de la Suisse et de ses pays voisins<sup>32</sup> en Pologne, en République tchèque et en Hongrie, est présentée dans le graphique 53. Avec une croissance de 280% entre 1995 et 2004, la Suisse se positionne derrière l'Autriche (environ 390% d'expansion durant cette période) et l'Allemagne (dont l'expansion en pourcentage s'élève à pratiquement 500%). Les investissements directs de la France dans les trois pays mentionnés ont été multipliés par 16 entre 1995 à 2004. La France semble donc rechercher à profiter du potentiel d'expansion des nouveaux Etats membres, tant en termes d'exportations de marchandises que d'investissements directs, et à gagner un peu de terrain sur les pays déjà très bien positionnés, comme l'Allemagne et l'Autriche. Une telle évolution ne semble pas observable pour la Suisse.

**graphique 53** : Suisse et pays voisins : évolutions des importations en provenance des 12 nouveaux Etats membres de l'UE

indice 1995=100, prix courants, valeurs en euros



sources : BNS, Eurostat

## Conclusion

L'analyse, essentiellement descriptive, que nous avons présentée signale que le développement des relations commerciales de la Suisse avec les pays d'Europe centrale et orientale qui sont récemment entrés dans l'UE évolue dynamiquement, mais que les niveaux relatifs (les quotes-parts) sont encore très faibles. Les « parts de marchés » de la Suisse dans les nouveaux pays membres de l'UE sont en conséquence peu élevées, en comparaison européenne, même si les relations commerciales se sont intensifiées durant les dernières années. Toutefois la Suisse réalise avec les nouveaux Etats membres de l'UE un excédent commercial important.

Le fait que les nouveaux adhérents de l'UE pèsent moins lourdement dans le commerce extérieur et les investissements directs à l'étranger de la Suisse (en comparaison avec nos principaux voisins) ne devrait pas surprendre a priori. Beaucoup de raisons historiques et géographiques expliquent que l'Autriche et l'Allemagne notamment aient pu se positionner déjà très top sur les nouveaux marchés européens, et y jouent désormais un rôle important.

Plus que la relative faible représentation des 12 nouveaux membres de l'UE dans le commerce extérieur et les investissements directs de la Suisse, il convient de considérer le dynamisme moyen d'expansion des relations commerciales durant les dix dernières années. Lorsque l'on compare l'évolution des relations commerciales de la Suisse avec les nouveaux pays membres, on constate que la dynamique d'évolution y est soutenue. Toutefois l'intensification des relations commerciales de ces mêmes pays avec la France, l'Allemagne et l'Autriche en particulier, y est plus rapide. Ce

<sup>32</sup> Les données sur l'Italie n'existent qu'à partir de 2000, il a fallu en conséquence renoncer à présenter ce pays.

dernier point peut signaler que la structure et les points forts du commerce extérieur de la Suisse répondent moins à la demande des nouveaux Etats membres, que cela peut être le cas pour d'autres pays. En phase de rattrapage économique et avec un expansion très importante dans le secteur de la construction et des transports, les nouveaux pays membres de l'UE devraient trouver dans les produits exportés allemands, autrichiens et français (en plus des secteurs industriels traditionnels, également pour les rubriques radio, télévision et équipements de communication, machines de bureau et matériel informatique; aéronautique et spatiale, automobile) une plus grande adéquation aux besoins du moment, que dans la palette des produits suisses exportés.

Une surprise importante est représentée par le cas français, qui loin d'être à la traîne semble essayer de combler un certain retard dans ses relations commerciales avec les nouveaux membres de l'UE. Les exportations françaises vers les nouveaux Etats membres ont progressé bien plus dynamiquement que les exportations allemandes vers ces mêmes pays, durant les 10 dernières années, de même que les investissements directs français dans ces pays.

L'Europe centrale et orientale ne représente évidemment pas la seule région du monde affichant un potentiel de développement important. Les pays de la zone du BRIC, dont les marchés sont également plus volumineux, affichent des taux de croissance élevés. La quote-part de la zone du BRIC dans les exportations suisses est proche de celle observée en France, en Italie et en Autriche (environ 5% pour les exportations et 4% pour les importations suisses en 2006), et durant les dernières dix années, la dynamique d'expansion des relations commerciales avec les pays BRIC a été très importante. Dans le cadre des pays analysés, l'Allemagne se distingue non seulement par une quote-part élevée pour ses exportations vers les 12 nouveaux pays membres de l'UE mais également une quote-part plus élevée que la moyenne de la France, l'Italie, l'Autriche et la Suisse, pour ses exportations vers les pays de la zone BRIC (en 2006, presque 7% des exportations allemandes et 11% des importations provenaient du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine). Il est ainsi possible que la Suisse puisse profiter indirectement et par l'intermédiaire de ses relations commerciales intenses avec l'Allemagne ou d'autres pays encore, des effets dynamiques dégagés par les marchés émergents, que ceux-ci se trouvent en Europe orientale, en Asie ou ailleurs. Car c'est aussi sur la dynamique du commerce international en général, et non seulement sur les relations bilatérales, que se répercutent les effets positifs des économies émergentes en pleine expansion.